CABINET MICHEL KLOPFER
CONSULTANTS FINANCES LOCALES

Collectivité de Corse : diagnostic financier rétrospectif et prospectif

Février 2018

4 rue Galilée • 75116 PARIS
Tél. : 01 43 06 08 10 • Web : www.cabinetmichelklopfer.fr • Mail : cescallier@cabinetmichelklopfer.fr

PLAN DU DOCUMENT

SYNTHESE

Partie I : Analyse financière rétrospective des 2 départements

Partie II : Aperçu financier rétrospectif de la CTC

Partie III : Cadre de la contractualisation financière avec l'Etat

Partie IV : Prospective financière de la Collectivité de Corse

Annexe : comptes rétrospectifs et prospectifs

SYNTHESE (1/3) : VOLET RETROSPECTIF

- **Fin 2017, les 3 collectivités affichaient des ratios d'endettement voisins de l'ordre de 5 ans. Pour autant, leurs situations respectives différaient grandement.**
- **Le CD 2A avait comprimé son épargne jusqu'à ce qui est généralement reconnu comme le seuil d'alerte (7% des recettes courantes), par suite d'une vive croissance de ses dépenses de fonctionnement (+14,1% à périmètre constant en 3 ans, dont +9,0% sur la seule année 2017) et de la diminution en parallèle de 15% de son taux de taxe foncière. En l'absence de fusion, il aurait dû s'astreindre à un vigoureux ralentissement budgétaire. Au demeurant, il présente des ratios de structure très atypiques, en particulier en matière de personnel et d'investissement, tous deux au double de la moyenne.**
- **Le CD 2B, malgré des dépenses de fonctionnement 2 fois plus dynamiques que la moyenne des départements (+5,8% en 3 ans), était parvenu à stabiliser son épargne autour de 10% des recettes courantes, niveau acceptable (sans plus). Il s'était désendetté grâce à la consommation (opportune) de ses excédents. Une lourde hypothèque entachait toutefois sa solvabilité : une dette latente (non-provisionnée) d'environ 80 M€ afférente aux emprunts structurés que le Département, optant pour une hasardeuse voie judiciaire, a choisi de ne pas renégocier, perdant par là même l'accès à plus de 50 M€ de fonds national de soutien.**
- **La CTC, après 3 années de quasi-stabilisation de ses dépenses de fonctionnement (arriérés de 2014-2015 retraités), présentait un niveau d'épargne élevé de plus de 21% des recettes courantes. La croissance de sa dette, là encore retraitée des arriérés et de la sécurisation des produits structurés, a été infléchie depuis 2 ans.**
- **La solvabilité de l'entité consolidée s'avérait tout à fait satisfaisante :**
  - **L'épargne brute (160 M€) drainait 15,6% des recettes courantes (vigilance : 12,5% / alerte : 8,5%),**
  - **Elle était à même de rembourser les 809 M€ de dette en 5,1 ans, voire 5,5 ans après réintégration des 80 M€ latents du CD 2B (vigilance : 8 ans / alerte : 15 ans).**

SYNTHESE (2/3) : LA QUESTION DE LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

- **La loi de programmation des finances publiques 2018-2022 promulguée en janvier 2018 impose aux plus grandes collectivités françaises - Collectivité unique et Ville d'Ajaccio sur l'Ile - de contractualiser une trajectoire financière pluriannuelle avec le Préfet dès le premier semestre 2018.**
  - **3 objectifs y seront stipulés :**
    - ✓ **limitation de l'appel à l'emprunt,**
    - ✓ **ratio de désendettement plafond (9 ans pour une collectivité unique)**
    - ✓ **tenue des dépenses de fonctionnement à +1,2%/an, voire +1,05%/an.**
  - **Seul le non-respect de ce dernier objectif sera, dans un premier du temps du moins, sanctionnable. L'Etat prélèvera sur les recettes fiscales des intéressées l'équivalent de 75% du dépassement de la trajectoire de dépenses « autorisée », voire de 100% chez celles qui auront refusé de contractualiser avec lui. L'enjeu est lourd : des dépenses de fonctionnement croissant de 2%/an assujettiraient la Collectivité de Corse à une pénalité de plus de 20 M€/an à l'horizon 2020-2021 …**

- **L'intérêt *financier objectif* de la Collectivité sera de contractualiser. Elle pourra de la sorte s'attacher à faire valoir des spécificités autorisant d'une manière ou d'une autre un desserrement de l'étau : contexte de fusion peu propice à des économies à court terme, politiques prioritaires de développement, ... Et, accessoirement, elle allègera la sanction (75% vs 100%) en cas de dépassement de la trajectoire de dépenses de fonctionnement, assouplie ou non.**

SYNTHESE (3/3) : PROSPECTIVE FINANCIERE

- **Une prospective financière 2018-2021 de la Collectivité a été réalisée au vu des principales hypothèses suivantes :**
  - **Maintien de l'investissement moyen récent des 3 collectivités, soit 289 M€/an bruts consolidés.**
  - **Maîtrise des dépenses de fonctionnement à 1%/an, en phase avec l'impératif de la loi de programmation (nonobstant d'éventuelles atténuations négociées avec le Préfet …).**
  - **Taux fiscaux stables, étant entendu que les recettes courantes, chargées en dotations peu évolutives (plus d' 1/3), ne devraient guère croître de plus d' 1%/an.**

- **Sur ces bases, la solvabilité demeurera satisfaisante. Certes l'encours bancaire augmentera, des 809 M€ actuels à 1 Md € en 2021. Mais, eu égard aux marges existant aujourd'hui et à la bonne tenue du principal moyen de remboursement – l'épargne – qu'induirait la maîtrise des dépenses de fonctionnement à 1%/an, le ratio de désendettement se tiendra à bonne distance du seuil de vigilance : 5,8 ans projetés en 2021.**

- **Sous la contrainte d'un ratio de désendettement maximal de 8 ans, les projections montrent des capacités financières complémentaires :**
  - **Soit une possibilité de majoration de 77 M€/an des investissements nets eu égard au fil de l'eau.**
  - **Soit une possibilité de relâchement de la contrainte de dépenses de fonctionnement :**
    - ✓ **+2%/an (+17 M€/an) si, ayant contractualisé, la Collectivité parvenait à faire relever le seuil de sanction au point d'en être exonérée ;**
    - ✓ **+1,5%/an (+13 M€/an) si la Collectivité renonçait à contractualiser avec le Préfet, devant par là même se soumettre à une trajectoire notifiée d'office sans aménagement d'aucune sorte.**

ELEMENTS DE METHODE

- Analyses rétrospectives réalisées **sur les 4 derniers exercices (2014-2017)** au vu des comptes administratifs et des comptes de gestion.

- **Retraitements** apportés aux comptes :
  - Prélèvements de péréquation directement déduits des recettes.
  - Transfert en investissement des flux exceptionnels de fonctionnement
    - ✓Cessions d'actifs, indemnités de renégociation de dette, …
    - ✓Le reversement de DCT par l'OTC est maintenu en fonctionnement à hauteur de sa seule part jugée récurrente à moyen terme, estimée à 10 M€/an.
  - Annualisation des dépenses avec retraitement de la dette en conséquence.
    - →Impact marqué sur la CTC après les arriérés de la période 2014-2015, régularisés en 2016.

Impact du retraitement des arriérés de dépenses de la CTC

Montants en M€	2014	2015	2016	2017
Retraitement des dépenses de fonctionnement	+15	+15	- 30	0
Retraitement des dépenses d'investissement	+18	+27	- 45	0
Retraitement de la dette	+33	+97		

→*Interrogations non-levées à ce stade sur l'annualité des dépenses de fonctionnement du CD2A en 2017 : certaines dépenses de fonctionnement (subventions) ont-elles été anticipées en ce dernier exercice ? A contrario, eu égard à certaines décisions prises en 2017, la comptabilité de 2017 ne reflète pas une année pleine.*

PARTIE I

ANALYSE RETROSPECTIVE 2014-2017 DES DÉPARTEMENTS DE CORSE DU SUD ET DE HAUTE-CORSE

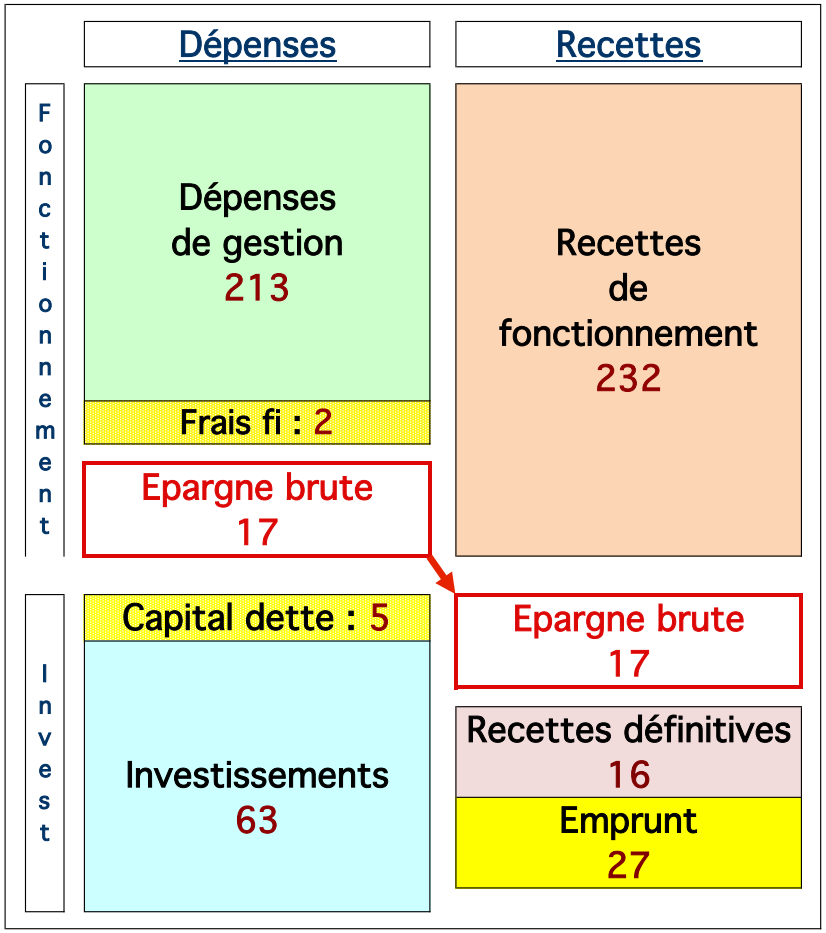
DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : FONCTIONNEMENT ET EPARGNE BRUTE

- Les 2 départements affichaient **des assises budgétaires comparables en fonctionnement**, avec des recettes un peu supérieures à 200 M€ (cf. schémas pages suivantes).

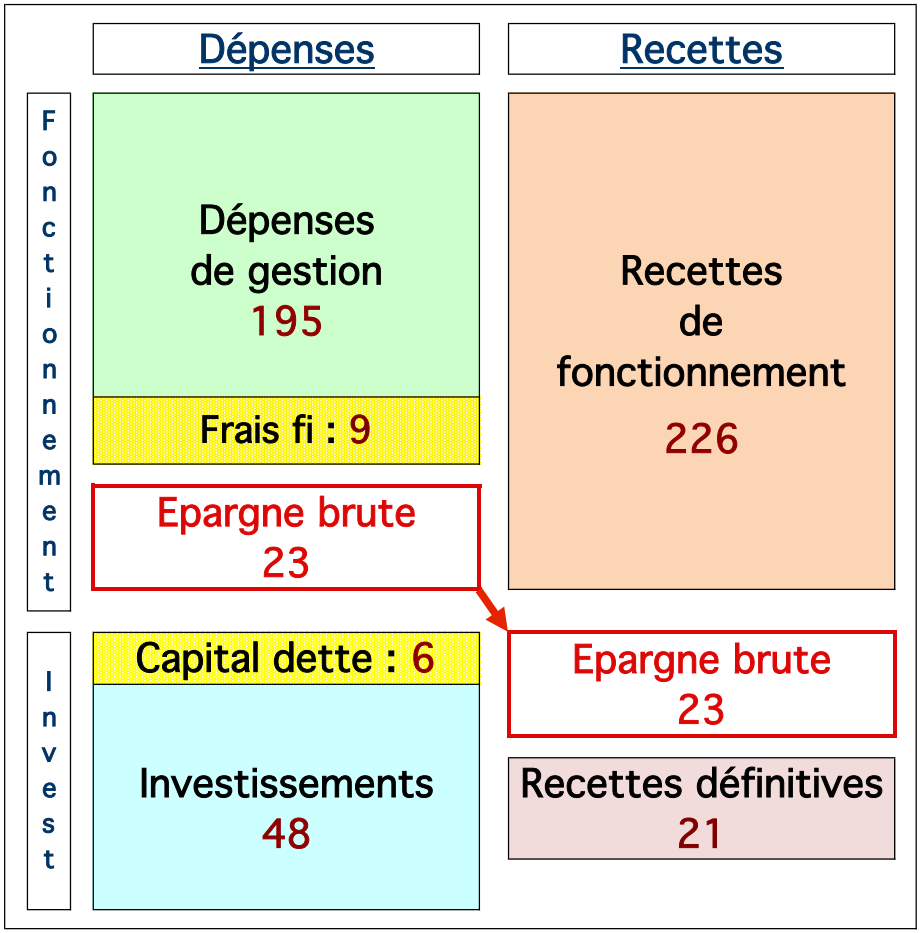
- Pour autant, **quelques différences notables de structure budgétaire** ressortaient :
  - **L'importance prise par les droits de mutation à titre onéreux (DMTO) au CD 2A** (16% des recettes de fonctionnement vs 7% en moyenne dans les départements de la strate < 300 000 habitants), le CD 2B émargeant lui-même à un niveau comparativement élevé (10%).
    - ✓ Taux au plafond dans les 2 départements : 4,5% des transactions immobilières.
    - ✓ Principal ressort des recettes ces dernières années (≈ +15%/an moyens depuis 2013), mais à rebours, source d'instabilité de celles-ci
  - **Des frais financiers 4 fois supérieurs au CD 2B**, pour une dette de même ordre de grandeur que celle du CD 2A : effet des produits structurés qui n'ont pas été sécurisés, le Département ayant privilégié la piste contentieuse.
    - ✓ 22 M€ d'encours supportent actuellement un taux d'intérêt de l'ordre de 17%.
  - **Une épargne brute 1/3 plus élevée au CD 2B qu'au CD 2A**, conjuguée à des investissements inférieurs d'1/4.
    - ✓ Conséquence : le CD 2B a suivi une trajectoire de désendettement (-6 M€ en 2017) là où le CD 2A s'est endetté (+22 M€ en 2017), partant il est vrai d'un niveau bas (cf. infra).

DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : MASSES COMPTABLES 2017, EN M€

CD 2A

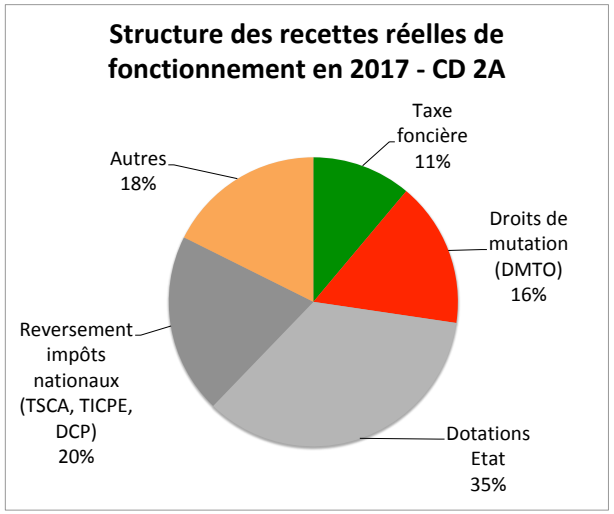


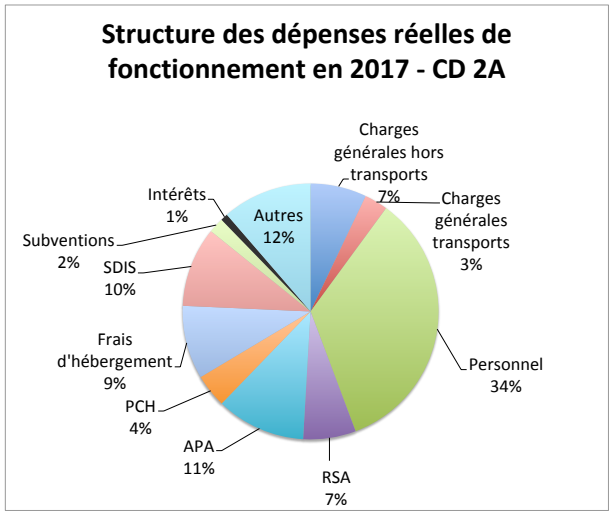
CD 2B



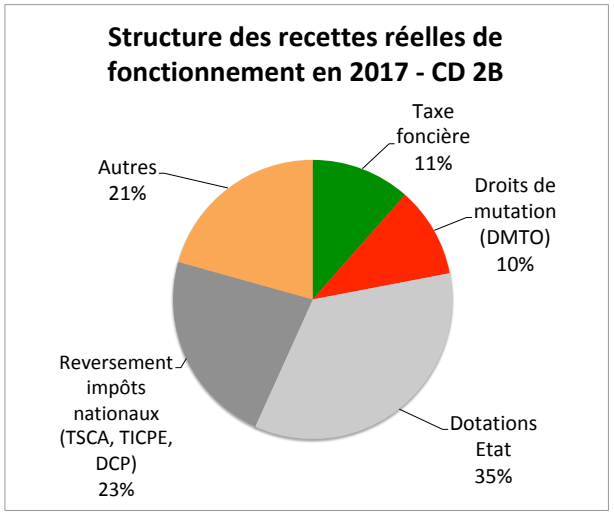
DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : STRUCTURES BUDGETAIRES EN FONCTIONNEMENT 2017

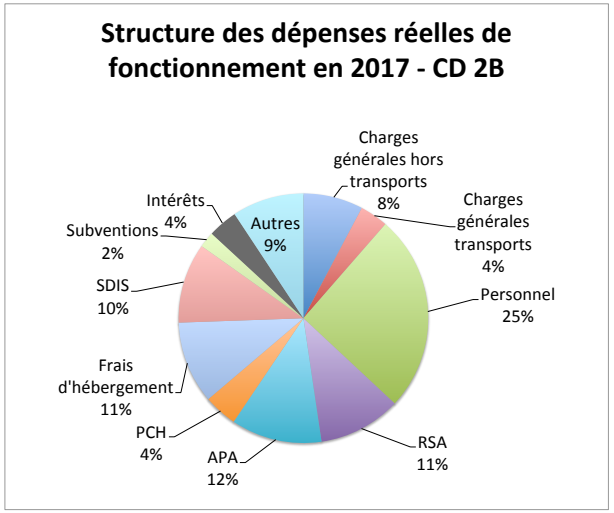
CD 2A





CD 2B

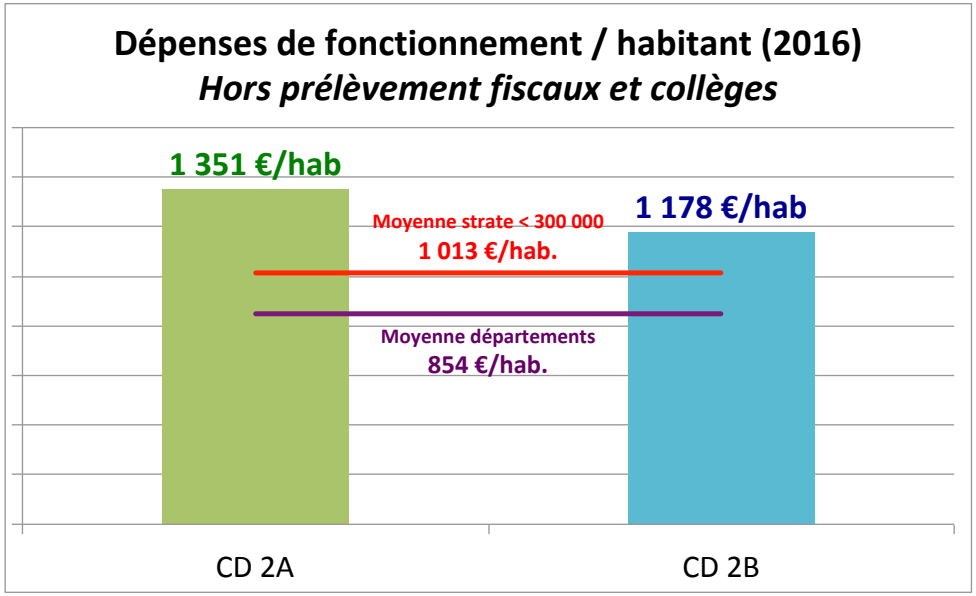


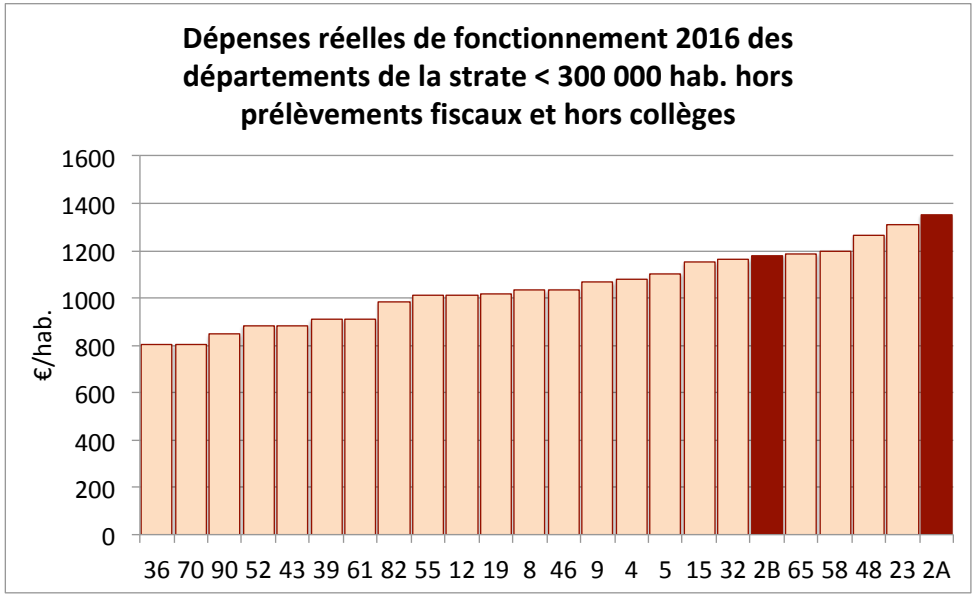


DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les 2 départements présentaient **des dépenses de fonctionnement (hors prélèvements de péréquation) nettement supérieures aux moyennes nationales retraitées de la compétence collèges (qu'ils n'avaient pas)**.

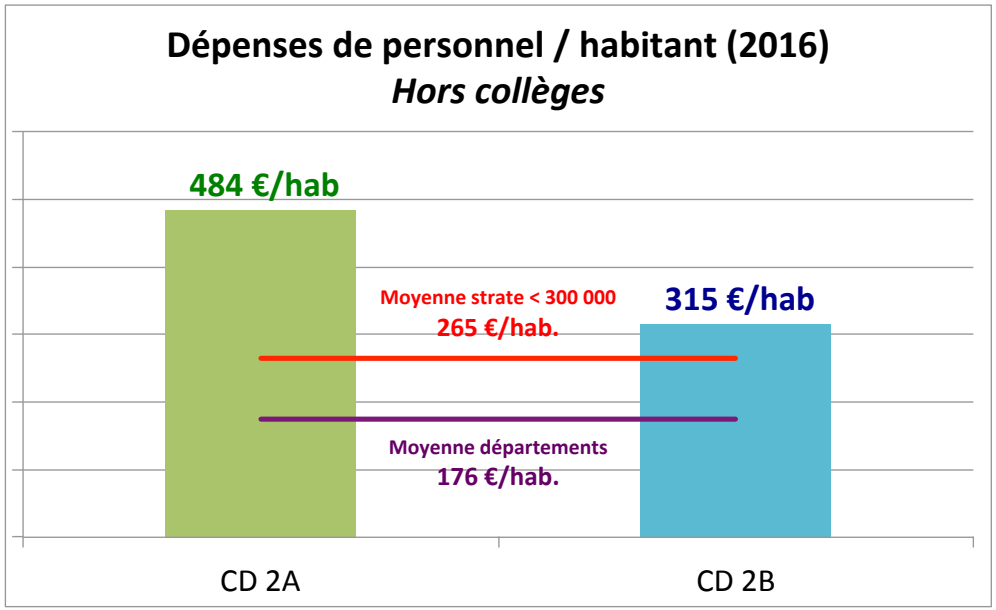
- C'était particulièrement le cas du CD 2A, plus d' 1/3 au-dessus de la moyenne hors collèges de la strate, ce avant même la vive hausse de 2017 (données 2016 ici) :

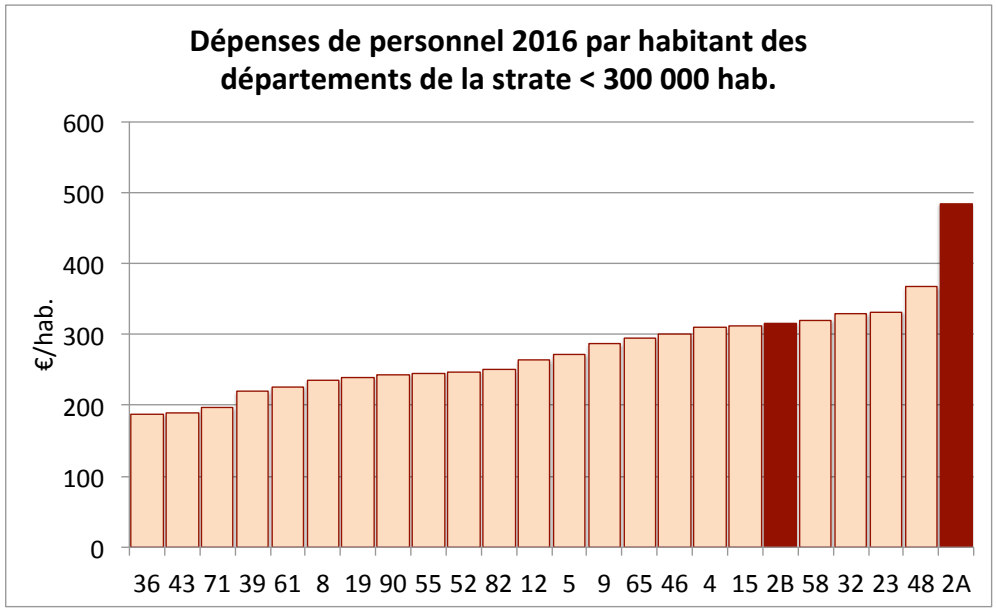




DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

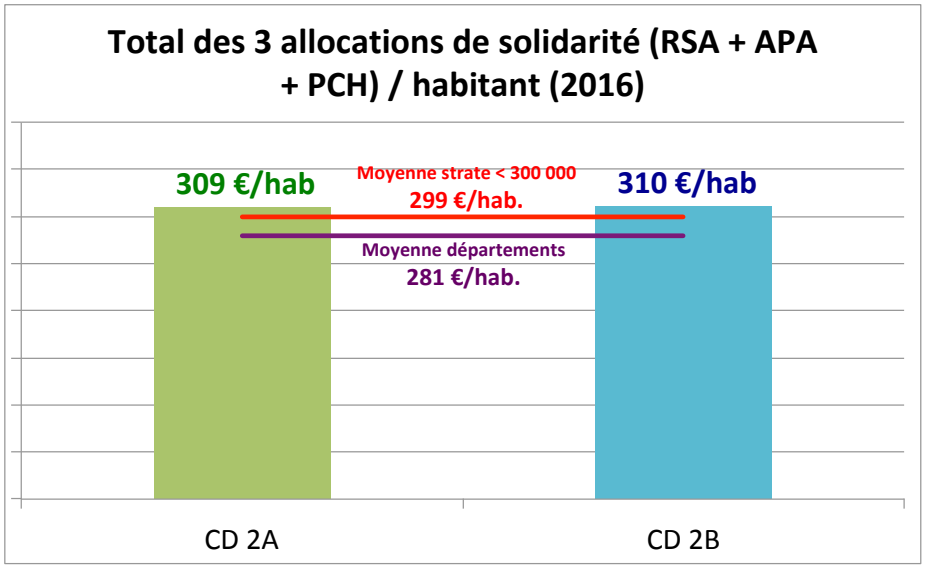
- **Le haut niveau des dépenses de fonctionnement procédait en premier lieu du poids des dépenses de personnel** (là encore en valeur 2016, soit avant les évolutions de 2017).
  - Le CD 2A affichait en 2016 des dépenses de personnel **près de 2 fois supérieures à la moyenne de la strate hors collèges**, soit un écart de 33 M€.
  - Le CD 2B émargeait lui **20% au-delà de la moyenne de la strate,** soit un écart de 9 M€.

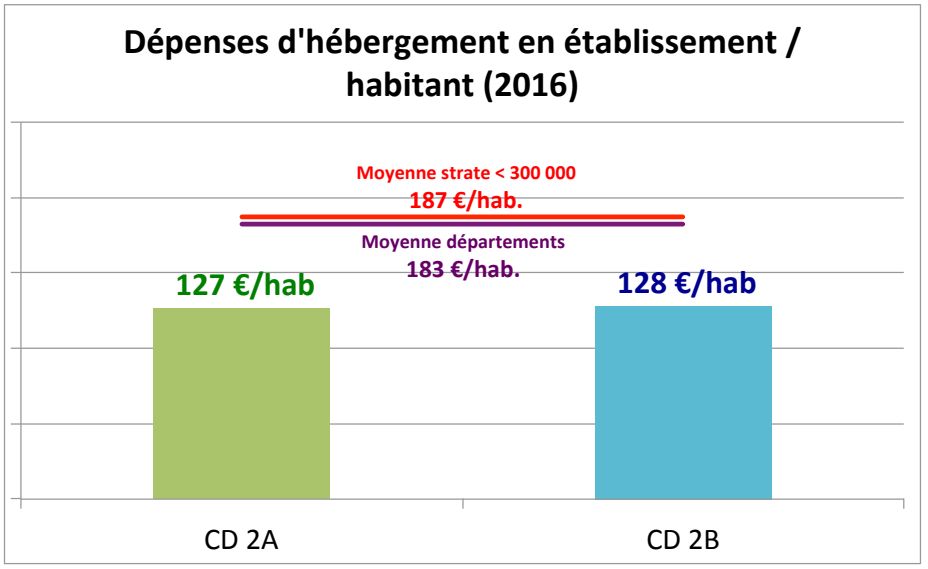




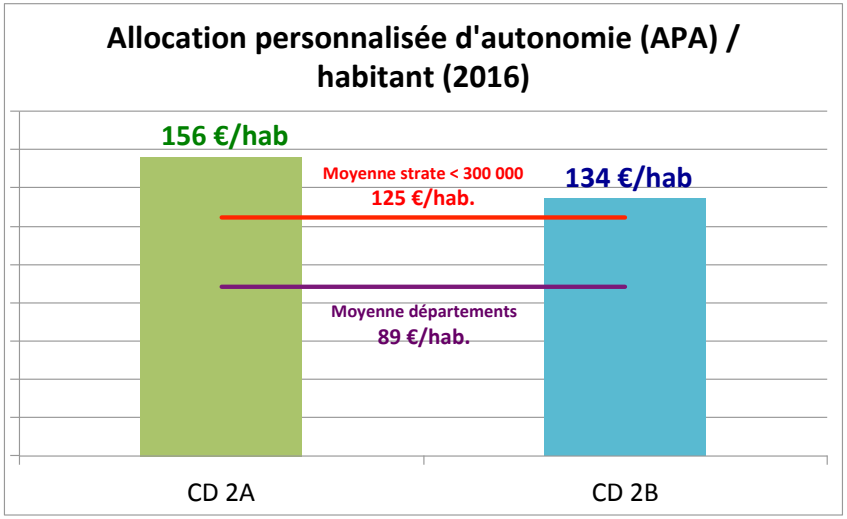
DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

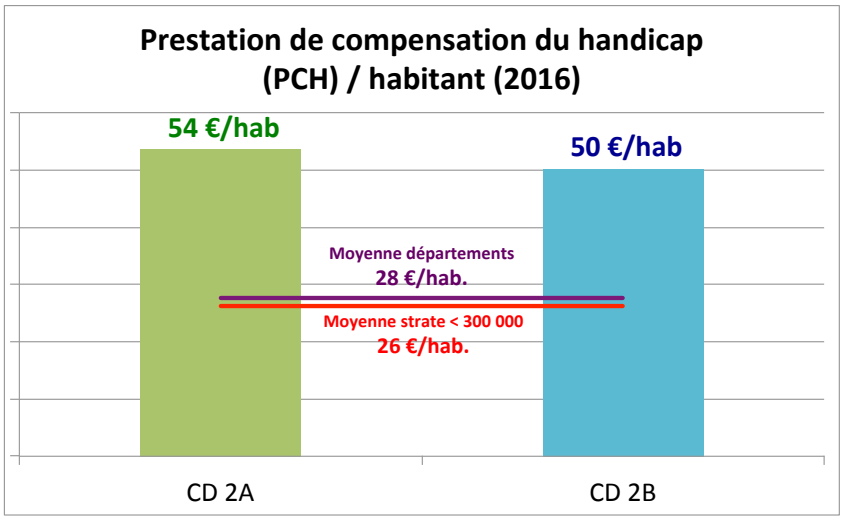
- Les 3 allocations de solidarité cadrées par la loi ne contribuaient pas significativement au niveau élevé des dépenses de fonctionnement des deux départements insulaires …
- … du moins considérées globalement : dans le détail, la faiblesse relative du RSA équilibrait le niveau élevé de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) et de la prestation de compensation du handicap (PCH) en Corse (cf. détail page suivante).
- Dans le secteur social, les dépenses d'hébergement apparaissent par ailleurs modérées.

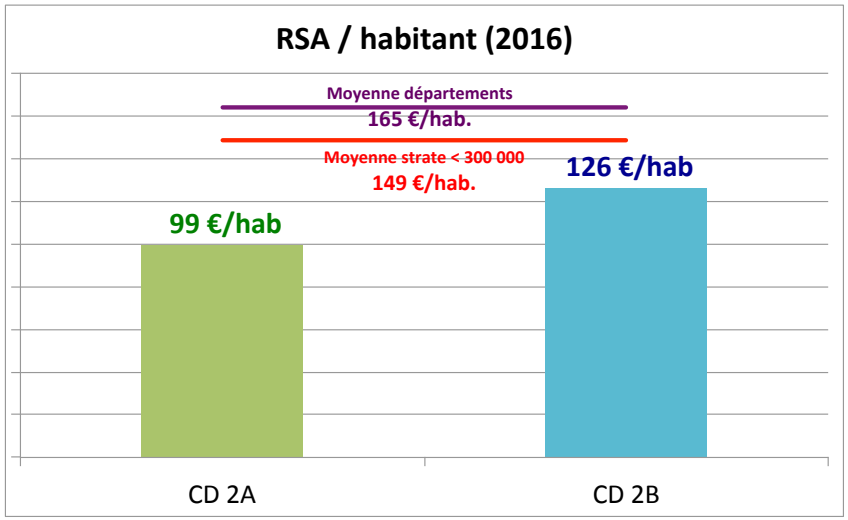




DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT



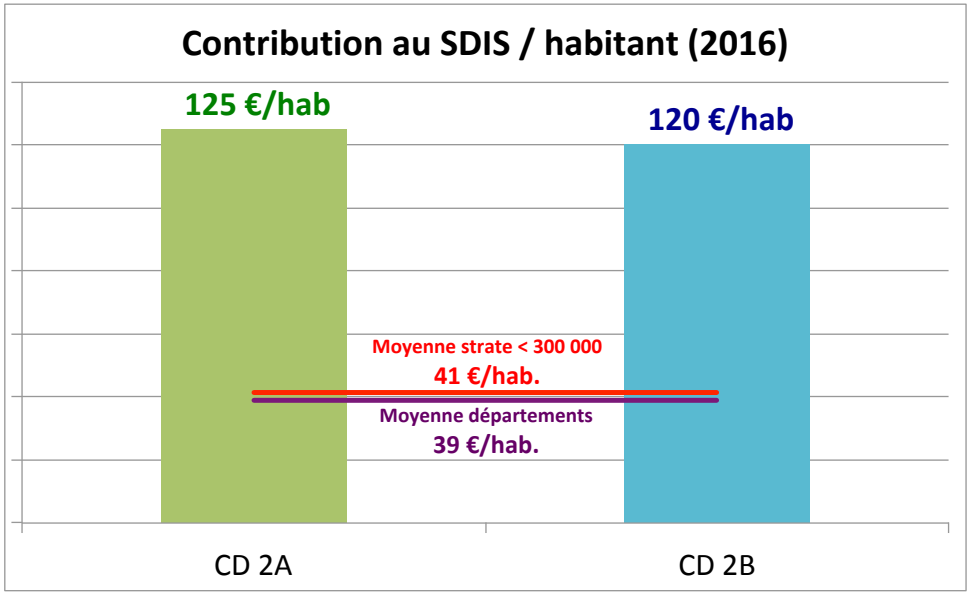


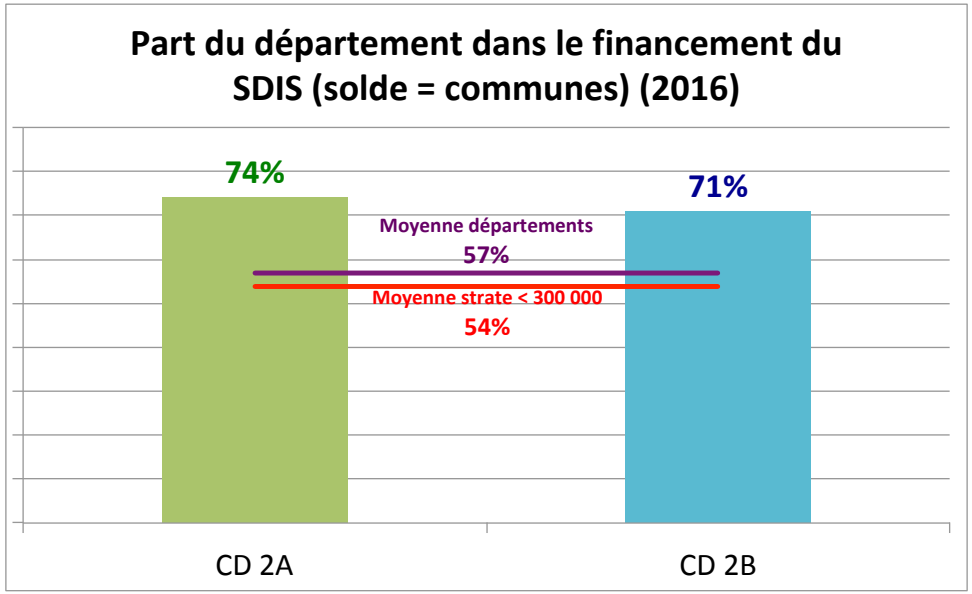


DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- **Les contributions au SDIS pesaient en 2A comme en 2B 3 fois plus que dans la strate.**

- Cet état de fait tient évidemment à des considérations structurelles locales, mais aussi à un taux de participation départementale de près de 3/4 (vs. communale), nettement supérieur à la moyenne.

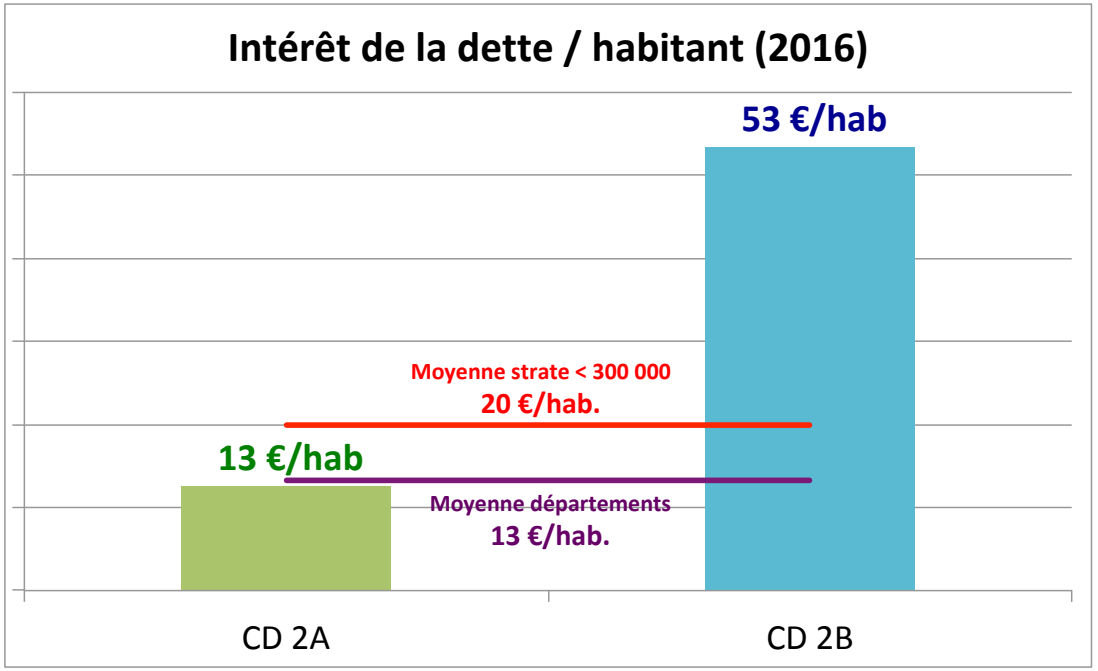




DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

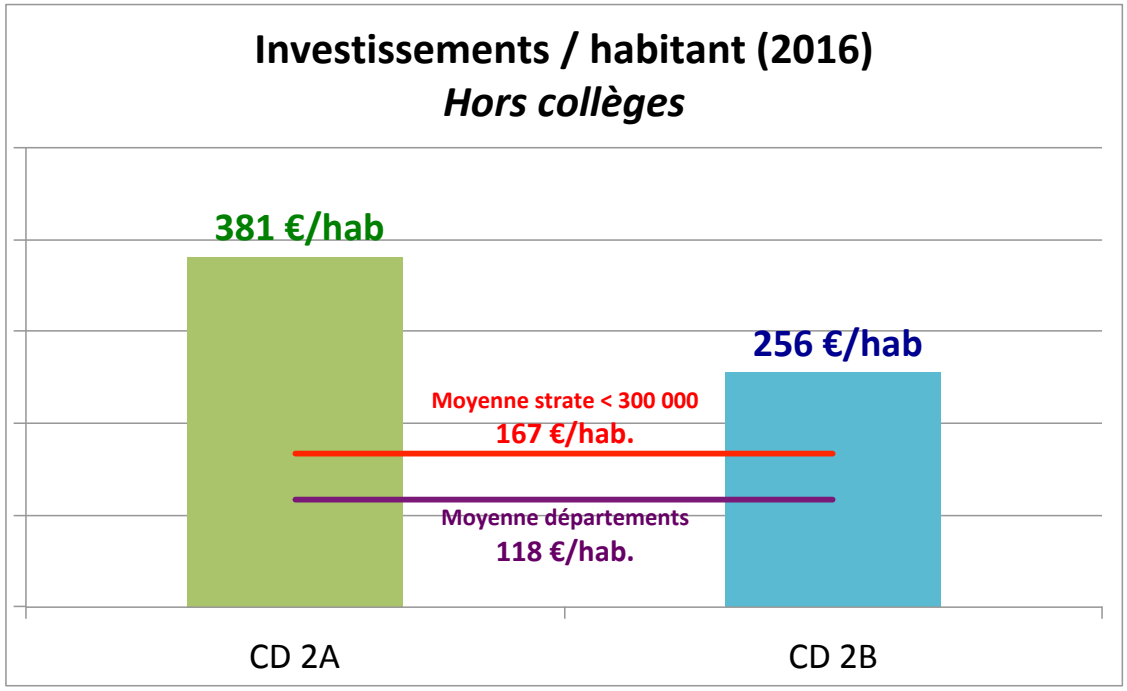
- Le CD 2A, malgré son réendettement récent (il est vrai en période de taux d'intérêt bas), présentait **des frais financiers nettement sous la moyenne**.

- Le CD 2B, pour les raisons déjà citées (produits structurés), était **en configuration inverse**, payant 6 M€ d'intérêts de plus qu'un département comparable de la strate < 300 000 hab..



DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

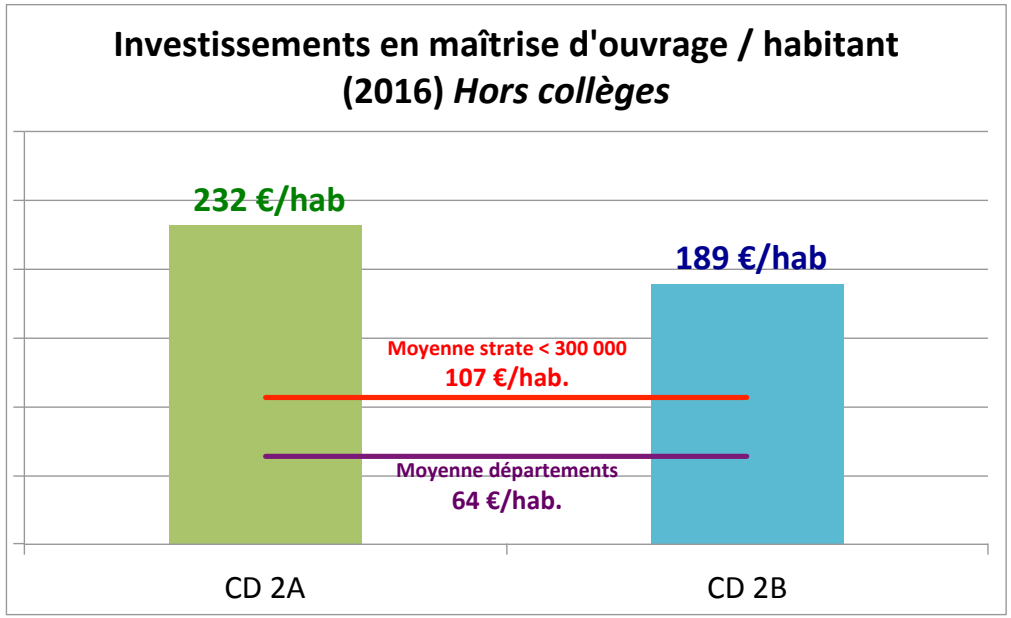
- En 2016, année représentative de leur effort moyen depuis 4 ans, **les 2 départements ont considérablement plus investi que leurs homologues.**
  - C'était particulièrement le cas du CD 2A, ce avant même la hausse de 2017.

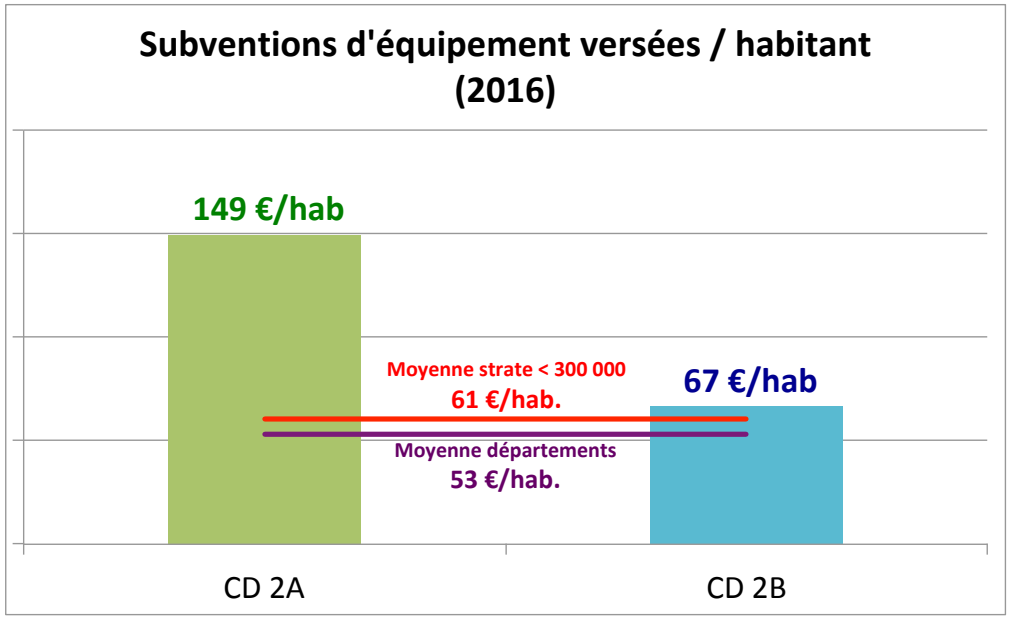


DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : NIVEAU ET STRUCTURE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

- Les dépenses en maîtrise d'ouvrage étaient très élevées dans les 2 départements.
- **Les subventions d'équipement versées (principalement aux communes et EPCI) l'étaient particulièrement au CD 2A, le CD 2B ressortant sur ce plan dans la moyenne.**

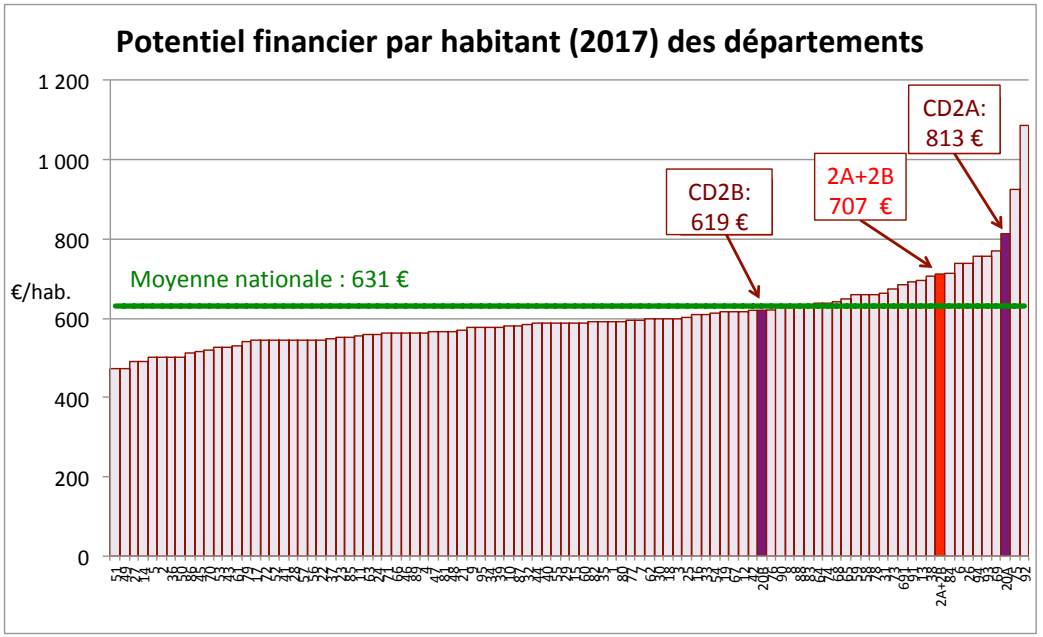
  → Questionnements sur l'harmonisation des dispositifs d'intervention ?





DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : INDICATEUR DE RESSOURCES

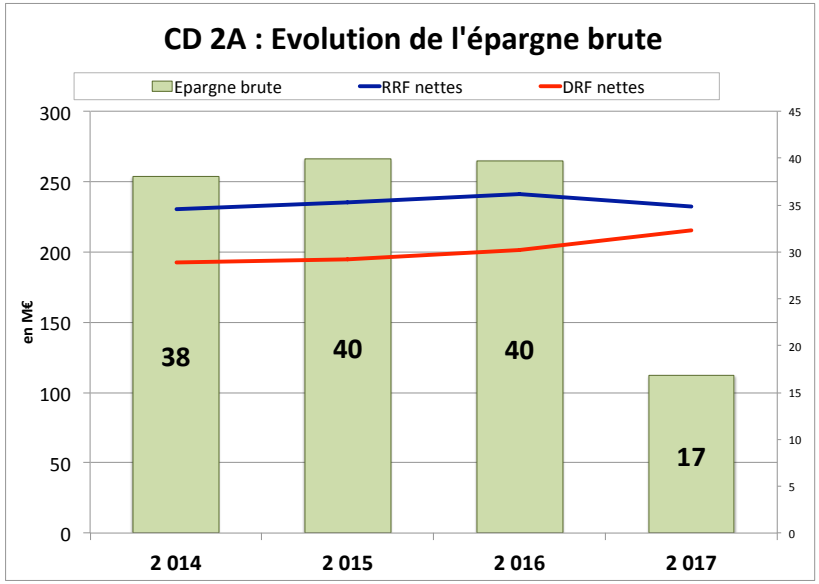
- **Les deux départements étaient considérés comme faisant partie des mieux pourvus en ressources** → ils ne profitaient pas autant que la majorité des autres départements ruraux des dispositifs de péréquation nationale.
  - Explication : biais de l'indicateur légal de « potentiel financier », qui intègre certes des ressources fiscales constitutives d'une vraie richesse (taxe foncière, DMTO, …), mais aussi certains des concours de décentralisation, particulièrement pesants en Corse.
  - La Collectivité de Corse va ainsi être considérée comme le **10ème département le plus riche** :



DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : EPARGNE BRUTE RECURRENTE

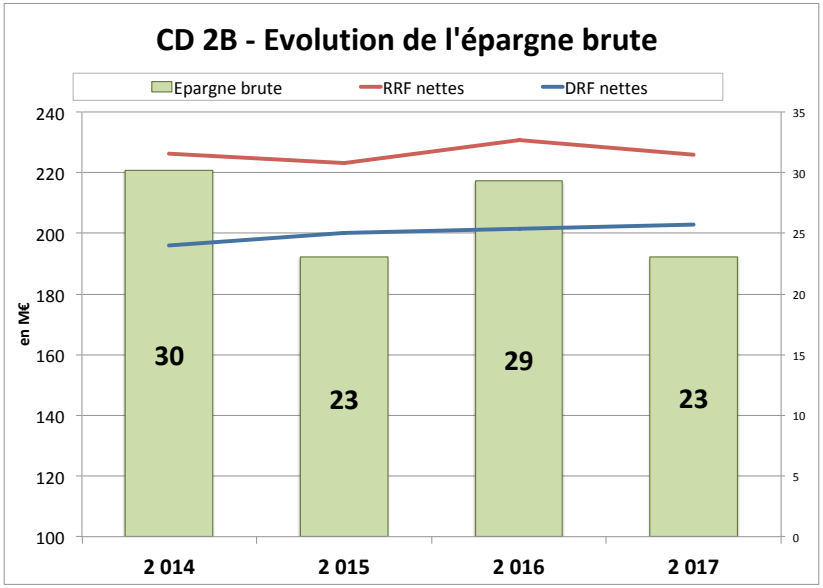
CD 2A

- De 2014 à 2016, le CD 2A a affiché une épargne brute **stable** autour de 40 M€.
- En 2017, **elle a chuté de 40 M€ à 17 M€** sous l'effet conjugué de la baisse des recettes et de la hausse des dépenses de fonctionnement.



CD 2B

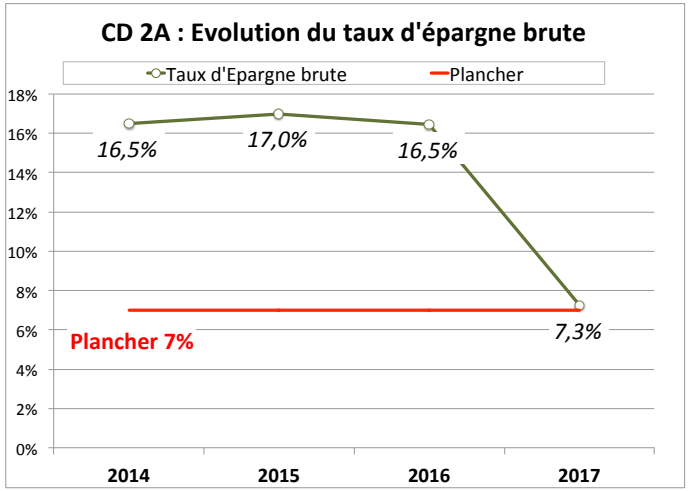
- De 2014 à 2017, le CD 2B a connu une **évolution de son épargne assez heurtée** :
  - En 2016, la maîtrise des dépenses accompagnée d'une très forte hausse des DMTO a redressé l'épargne.
- En 2017, **une dégradation est survenue, avec un retour à 23 M€**.



DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : EPARGNE BRUTE RECURRENTE

CD 2A

- Le taux d'épargne brute du CD 2A qui s'établissait à un peu plus de 16% entre 2014 et 2016, **a chuté à 7,3% en 2017**.
- **Le seuil d'alerte généralement admis (7%) a ainsi été touché.**



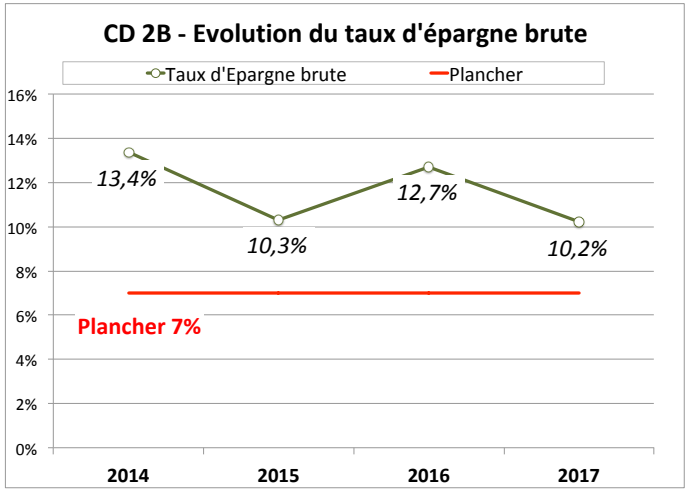
Taux d'épargne brute = épargne brute / recettes réelles de fonctionnement nettes

Indicateur majeur d'analyse de solvabilité : alerte = 7% / vigilance = 10%.

Moyenne des départements ≈ 14%

CD 2B

- Le taux d'épargne brute du CD 2B a **oscillé entre 10% et 13% sur la période**.
- En 2017, il s'inscrivait au **niveau passable de 10,2%**, certes supérieur :
  - à celui du CD 2A
  - et au seuil d'alerte de 7%.



DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

CD 2A

- Le CD 2A a connu **un contexte de recettes très favorable grâce à l'envol des droits de mutation (+15,1 M€ en 3 ans)**.
- Ce seul effet a plus que compensé **les ponctions sur dotations (-7,2 M€ nets, dont -9,4 M€ de DGF) la baisse du taux de taxe foncière de 2017 (-4,5 M€) et l'accentuation des prélèvements de péréquation (-1,7 M€)**.
- Croissance des recettes à périmètre constant : **+1,3%/an.**

CD 2A : Evolution des recettes réelles de fonctionnement (hors prélèvements)

Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Impôts directs* (TFB, CVAE, IFER)	40,3	43,0	44,8	40,8	**0,5**
Droits de mutation (DMTO)	23,1	27,4	32,2	38,3	**15,1**
Fiscalité transférée (TICPE, TSCA)	41,9	42,3	43,6	42,6	**0,7**
Dotations & CNSA	91,4	88,4	86,7	84,2	**-7,2**
Péréquation reçue	8,3	7,3	8,0	7,7	**-0,6**
Péréquation payée	-2,2	-2,5	-3,3	-3,9	**-1,7**
Autres	27,5	28,9	29,3	29,6	**2,0**
TOTAL	**230,4**	**234,9**	**241,4**	**239,2**	**8,9**

* A champ constant (CVAE réintégrée en 2017)

CD 2B

- **Les droits de mutation du CD 2B ont aussi connu une vive croissance, mais appliquée à une assiette moindre (+7,2 M€)**.
- Conjuguée à l'évolution des impôts directs (+5,3 M€ à taux de taxe foncière stable), cette évolution a permis **d'absorber les ponctions sur dotations** (-9,2 M€ dont -9,7 M€ de perte de DGF).
- Croissance des recettes à périmètre constant : **+0,7%/an**.

CD 2B : Evolution des recettes réelles de fonctionnement (hors prélèvements)

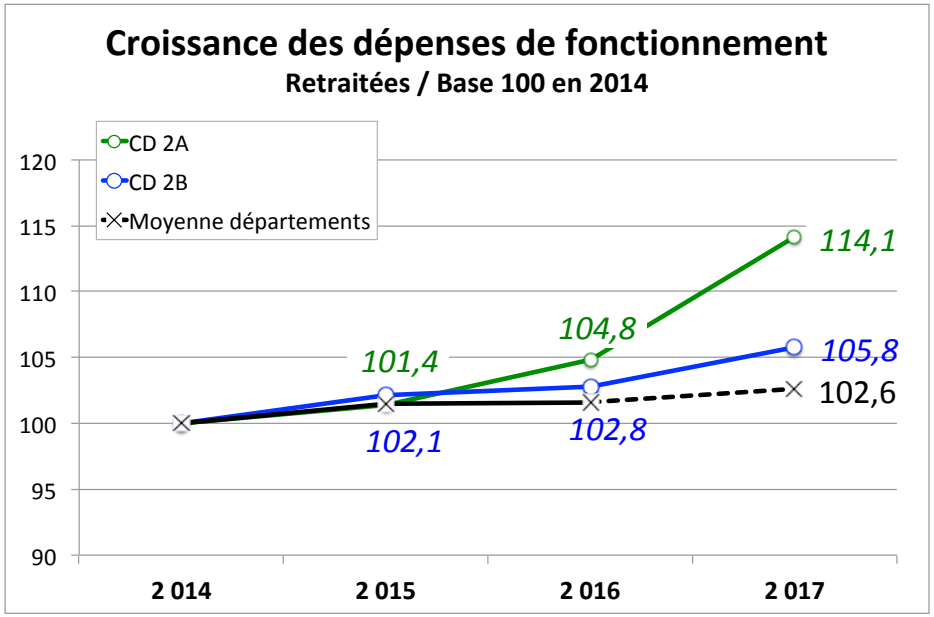
Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Impôts directs* (TFB, CVAE, IFER)	35,1	36,3	38,6	40,4	**5,3**
Droits de mutation (DMTO)	16,7	17,4	21,8	23,8	**7,2**
Fiscalité transférée (TICPE, TSCA)	46,6	45,9	46,1	45,9	**-0,7**
Dotations & CNSA	90,7	86,7	85,4	81,5	**-9,2**
Péréquation reçue	10,0	9,0	9,8	10,6	**0,6**
Péréquation payée	-1,3	-1,5	-1,6	-1,9	**-0,6**
Autres	28,5	29,4	30,7	30,8	**2,3**
TOTAL	**226,2**	**223,2**	**230,8**	**231,1**	**4,9**

* A champ constant (CVAE réintégrée en 2017)

DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- **Dans les 2 départements, les dépenses de fonctionnement (hors prélèvements) ont évolué plus vite que les recettes.**

- *Corrigées de la variation de périmètre due au transfert des transports en 2016*, les augmentations se sont avérées **sensiblement supérieures à la moyenne des homologues** :
  - CD2A : **+4,8%** entre 2014 et 2016, puis **+8,9% en 2017**
  - CD2B : **+2,8%** entre 2014 et 2016, puis **+2,9% en 2017**
  - Moyenne des départements : **+1,6%** entre 2014 et 2016, autour de 1% (non-définitif) en 2017.



DIAGNOSTIC FINANCIER DES 2 DEPARTEMENTS : EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

CD 2A

- Les principaux ressorts de l'augmentation globale de **27,5 M€ en 3 ans** ont été :
  - **Le personnel : +11,6 M€, soit + 5,5%/an, dont +7,6% en 2017, rythme peu commun sur cette période.**
  - Les 3 allocations de solidarité : + 6,0 M€, soit 4,6%/an ;
  - Le SDIS : + 4,1 M€, soit + 7,1% /an.

- **Croissance moyenne à périmètre constant 2014-2017 : +4,5%/an, dont +9,0% en 2017.**

CD 2A : Evolution des dépenses réelles de fonctionnement (hors prélèvements)

Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Personnel	66,1	69,0	72,2	77,7	**11,6**
Allocations de solidarité	41,7	42,3	46,1	47,7	**6,0**
Frais de séjour	20,9	18,9	18,9	19,9	**-1,0**
SDIS	17,7	18,5	18,7	21,7	**4,1**
Autres dépenses de gestion*	43,7	44,3	43,9	50,8	**7,1**
Intérêts	2,2	2,0	1,9	2,0	**-0,3**
TOTAL	**192,4**	**195,0**	**201,7**	**219,8**	**27,5**

* A champ constant (transports réintégrés en 2017)

CD 2B

- Les dépenses de fonctionnement du CD 2B ont augmenté de **11,3 M€ en 3 ans**, 2,5 fois moins vite que celles du CD 2A :
  - **Les dépenses de personnel ont été maîtrisées : +2,8 M€, soit +1,7%/an.**
  - Les 3 allocations de solidarité ont été moins dynamiques qu'en 2A : +4,2 M€ (+2,7%/an).
  - La contribution au SDIS, du même ordre qu'en 2A (21 M€) a été maîtrisée (+1,1M€, soit +1,9%/an).

- **Croissance moyenne 2014-2017 à périmètre constant : +1,9%/an, dont +2,9% en 2017.**

CD 2B : Evolution des dépenses réelles de fonctionnement (hors prélèvements)

Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Personnel	53,2	53,8	53,9	55,9	**2,8**
Allocations de solidarité	50,2	52,0	53,1	54,4	**4,2**
Frais de séjour	21,2	21,6	21,9	21,6	**0,4**
SDIS	19,9	20,3	20,5	21,0	**1,1**
Autres dépenses de gestion*	41,7	42,6	42,9	46,5	**4,8**
Intérêts	9,8	9,8	9,1	7,8	**-2,0**
TOTAL	**196,0**	**200,1**	**201,5**	**207,3**	**11,3**

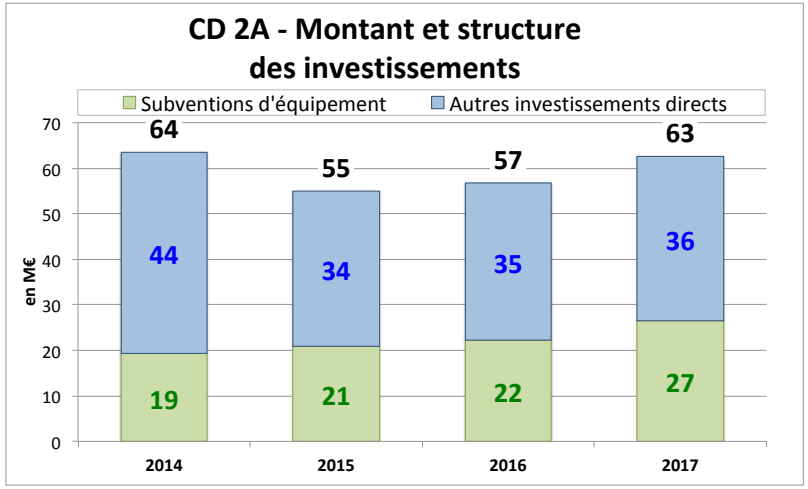
* A champ constant (transports réintégrés en 2017)

INVESTISSEMENTS

CD2A

- **En 4 ans, le CD 2A a investi 238 M€, soit 60 M€ en moyenne par an**.
  - Un département de même taille investit en moyenne moins de 30 M€/an.

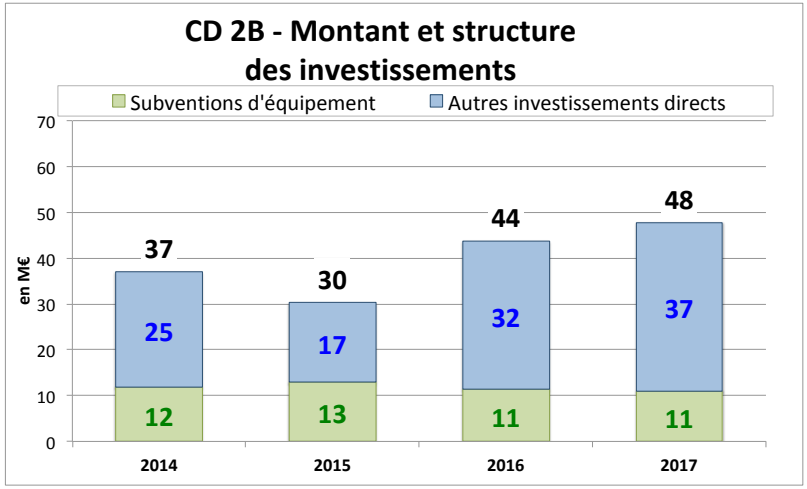
- Ces investissements se décomposent en :
  - **37%** de subventions d'équipement versées ;
  - **63%** d'investissements directs ;



CD2B

- **En 4 ans, le CD 2B a investi 159 M€, soit 40 M€ en moyenne par an**.
  - 1/3 de plus que la moyenne.
  - Les deux dernières années furent marquées par une nette accélération.

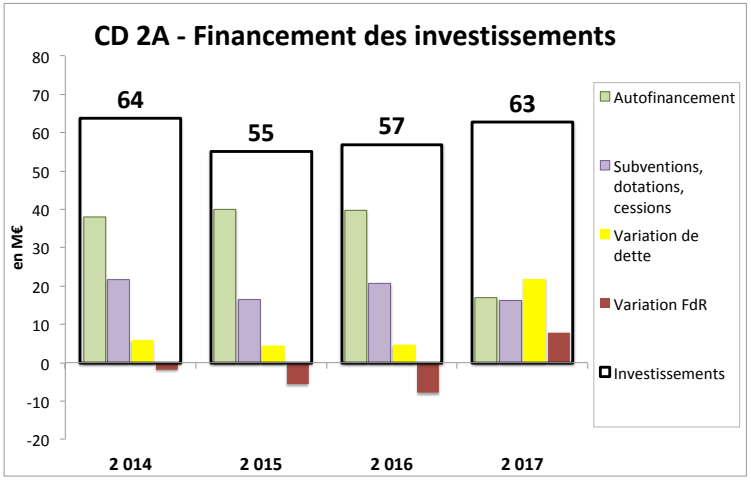
- Ces investissements se décomposent en :
  - **30%** de subventions d'équipement versées ;
  - **70%** d'investissements directs ;



INVESTISSEMENTS ET MODE DE FINANCEMENT

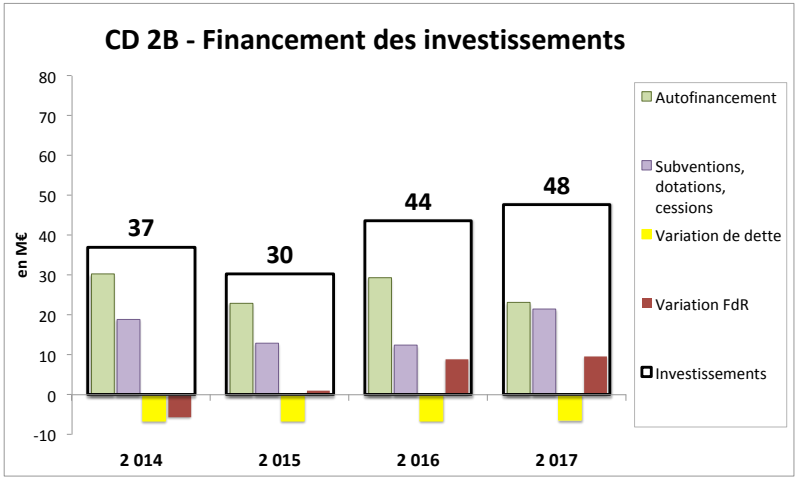
CD 2A

- La couverture des 238 M€ a été assurée par :
  - **134 M€** d'épargne cumulée sur 4 ans, soit un taux d'autofinancement assez élevé – 56% ;
  - **75 M€** de concours externes (FCTVA, subventions, cessions), soit **32%** ;
  - **36 M€ d'endettement supplémentaire,** et un surfinancement de 7 M€ (= variation du fonds de roulement qui est passé de 10 à 17 M€ entre début 2014 et fin 2017)**.**



CD 2B

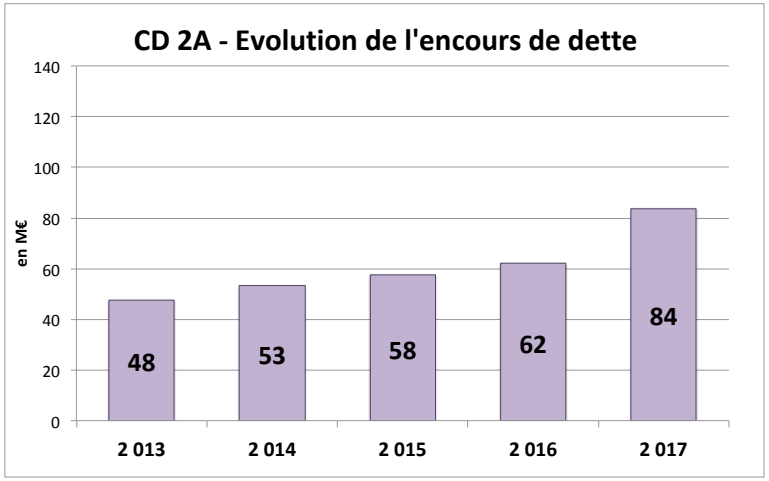
- La couverture des 159 M€ a été assurée par :
  - **106 M€** d'épargne cumulée sur 4 ans, soit un taux d'autofinancement élevé – 66% ;
  - **65 M€** de concours externes (FCTVA, subventions, cessions), soit **41%** ;
  - **14 M€ ont été puisés dans le fonds de roulement** qui est passé de 17,6 à 3,7 M€ entre début 2014 et fin 2017**.**
- Ressources > Dépenses => **26 M€ de désendettement ont été engendrés,** correspondant -en l'absence d'emprunts nouveaux- au rembourrement en capital de la dette en place.



DETTE

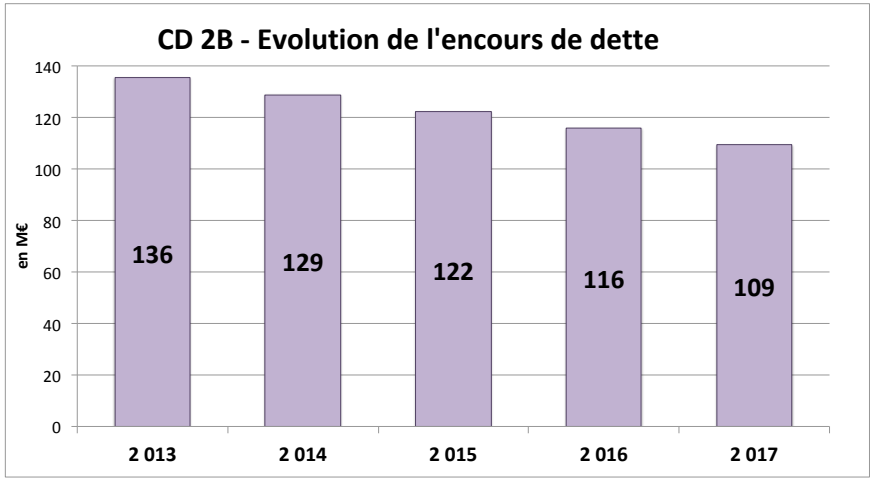
CD 2A

- Dette financière fin 2017 = **84 M€**.
- **+40 M€** en 4 ans.
- En parallèle : **excédent global du CA 2017 = 18 M€** → une partie de la dette a pu être levée en excès (cf. les 26,5 M€ d'emprunt de 2017).



CD 2B

- Dette financière fin 2017 = **109 M€**.
  - **Hors 80 M€ de dette latente liée aux produits structurés (cf. infra).**
- **-27 M€** en 4 ans.
- **Excédent global du CA 2017 = 3 M€** → faible niveau, assurément non critiquable : la dette a été dimensionnée au regard des stricts besoins budgétaires.

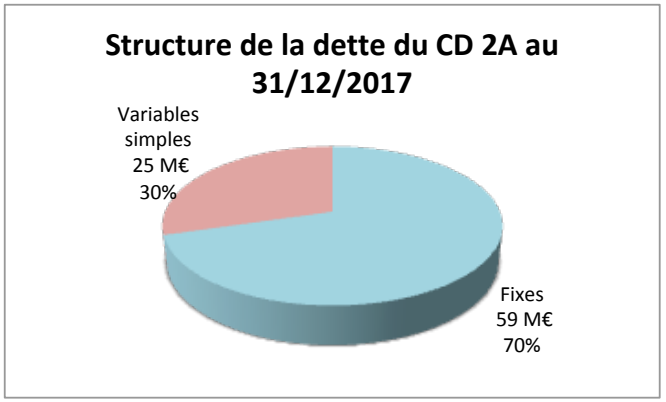


DETTE : STRUCTURE

CD 2A

- La dette du CD 2A, à 70% en fixe et 30% en index variables classiques (principalement Livret A) est saine.

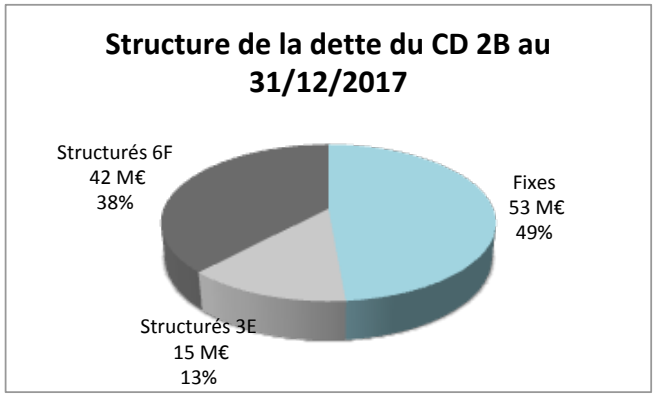
- Taux d'intérêt moyen de la dette 2018 ≈ 2,5%.



CD 2B

- La dette du CD 2B est constituée pour moitié de « produits structurés », dont **38% entrent dans la classe la plus risquée**.
  - *Rappel : Le CD a décliné le fonds de soutien (potentiellement 50 à 60 M€ d'aide d'Etat) pour poursuivre son action en justice contre la banque.*
- Taux d'intérêt moyen de la dette ≈ 7,0%, dont 22 M€ d'encours à 17%, avec risque permanent de renchérissement plus prononcé (si hausse du franc suisse).
- **Soulte de neutralisation des risques = 80 M€, dont 62 M€ au titre des produits les plus risqués → il faut considérer une dette latente à cette hauteur.**

- **La Collectivité va devoir prendre rapidement position sur sa stratégie** : poursuite de la voie contentieuse (aléatoire) ou neutralisation avec paiement de la soulte, l'accès au fonds de soutien étant désormais fermé.



DETTE : POIDS

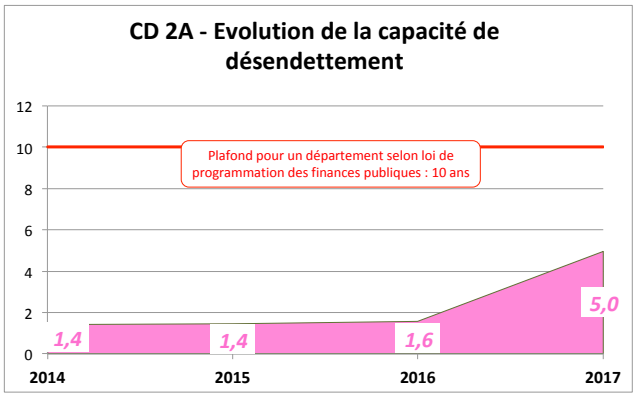
CD 2A

- Fin 2017, la dette du CD 2A représente **5 années d'épargne brute, un ratio certes satisfaisant eu égard au plafond admis …**
- … mais dont la **rapide dégradation** entre 2016 et 2017 interpelle.
  - Et quid de la récurrence de l'épargne avec l'effet en année pleine 2018 de décisions prises courant 2017 ?

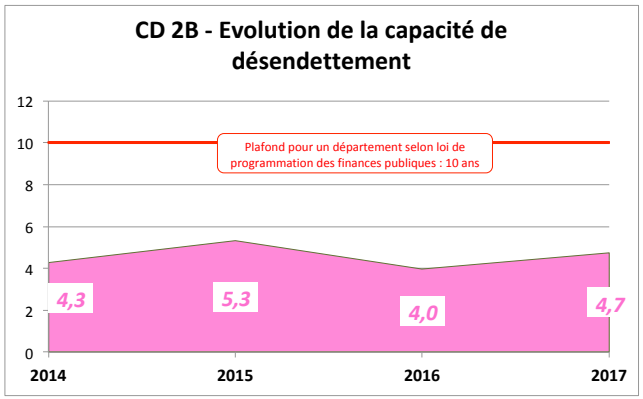
CD 2B

Capacité de désendettement = dette / épargne brute
Indicateur majeur d'analyse de solvabilité – Vigilance : 10 ans / Alerte : 15 ans.

- Capacité de désendettement = **4,7 années à fin 2017**, soit un niveau satisfaisant.
  - **Mais 7,4 ans si neutralisation du risque des produits structurés.**
- Ratio stable sur la période.



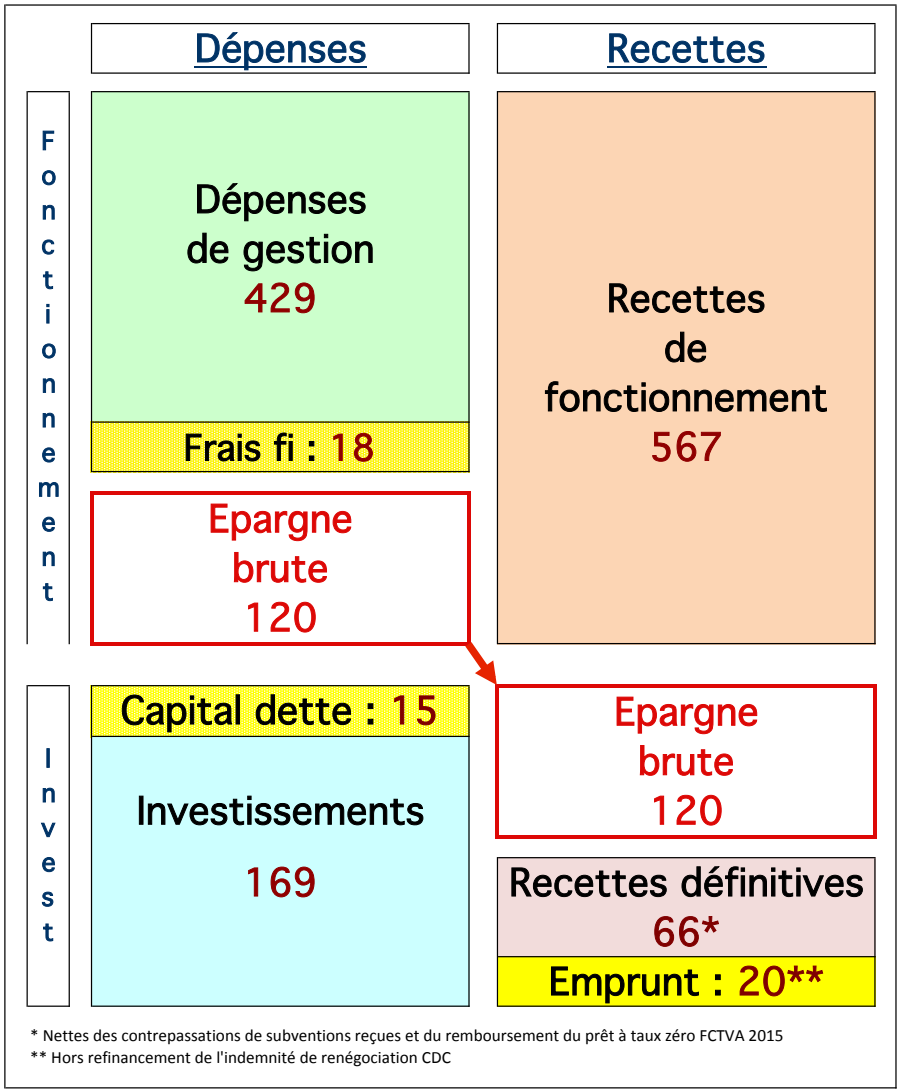
Moyenne des départements ≈ 4 ans



PARTIE II

ELEMENTS RETROSPECTIFS 2014-2017 RELATIFS A LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE

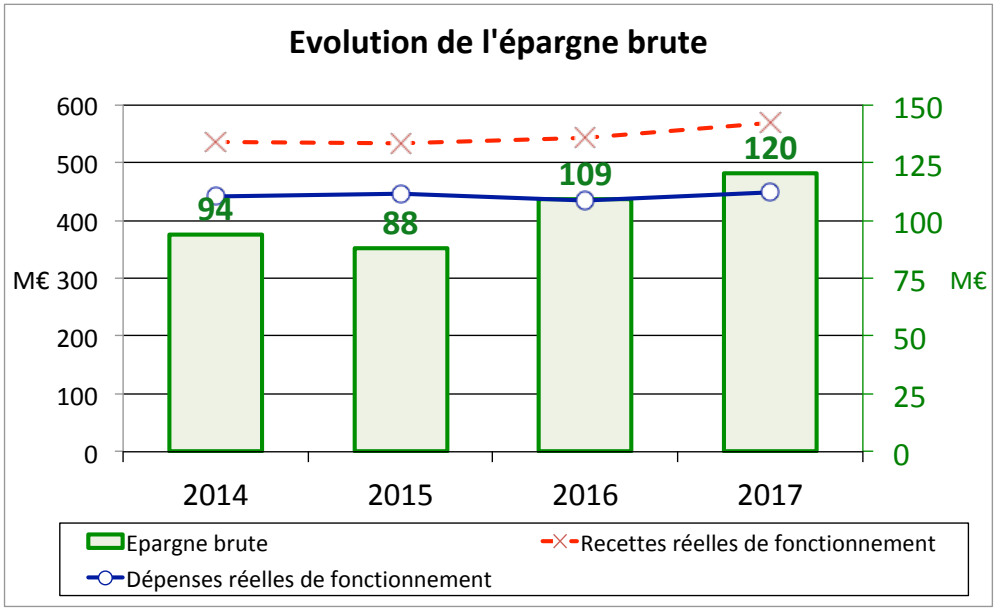
CTC : STRUCTURE DU CA RETRAITE 2017, EN M€

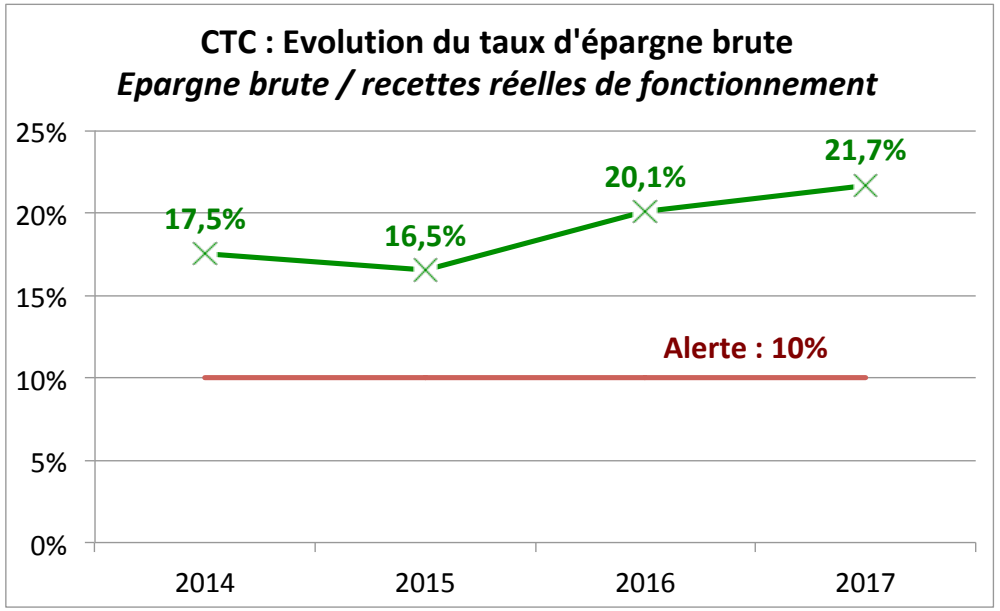


CTC : EVOLUTION ET NIVEAU DE L'EPARGNE BRUTE

- **L'épargne brute s'est appréciée de 26 M€ entre 2014 et 2017** (après retraitement des arriérés et plafonnement à 10 M€/an de la part de reversement OTC jugée récurrente).

- **Taux d'épargne brute 2017 = 21,7% → niveau élevé.**
  - Moyenne des régions = 20,1%
  - Alerte pour une région : 10%.





CTC : EVOLUTION DE L'EPARGNE BRUTE – RECETTES DE FONCTIONNEMENT

- Les recettes, où prédominent les dotations, ont évolué d' **1,3%/an à périmètre constant** depuis 2014. Les mesures spécifiques votées en loi de finances 2017* les ont dopées de 0,5 point.

  * Allègement de la contribution au redressement des finances publiques (4 M€), relèvement législatif de la part de taxe sur les carburants revenant à la Collectivité (4 M€).

Evolution des recettes de fonctionnement retraitées

Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Dotations nettes	308	298	292	296	
Fiscalité locale nette	199	210	223	244	
Autres recettes	27	24	20	19	
Fonds de soutien structurés			8	8	
Total recettes de fonctionnement retraitées	**534**	**533**	**543**	**567**	***2,0%***
- fonds de soutien structurés			*-8*	*-8*	
- CVAE nette récupérée des départements				*-12*	
Total recettes de fonctionnement à périmètre constant	**534**	**533**	**543**	**556**	***1,3%***
- Hausse législative du taux de TICPE locale				*-4*	
- Allègement de la contribution au redressement				*-4*	
Total recettes de fonctionnement à périmètre constant hors mesures LFI 2	**534**	**533**	**543**	**548**	***0,8%***

CTC : EVOLUTION DE L'EPARGNE BRUTE – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

- Les dépenses de fonctionnement, après retraitement des arriérés ont été strictement maîtrisées sur la période : **-0,2%/an** à périmètre constant.

Evolution des dépenses de fonctionnement retraitées

Montants en M€	2014	2015	2016	2017	Δ 14-17
Personnel	61	62	62	65	
Autres dépenses de gestion	199	210	223	244	
Frais financiers	17	11	16	18	
Total dépenses de fonctionnement retraitées	**441**	**445**	**434**	**447**	***0,5%***
- transports transférés				*-9*	
Total dépenses de fonctionnement retraitées à périmètre const	**441**	**445**	**434**	**438**	***-0,2%***

- Entre 2016 et 2017, hors impact de la récupération des prestations de transports, elles ont crû de 0,9%, dont :
  - Personnel (012) : +4,8%
  - Charges externes (011) : -18,4%
  - Frais financiers (66) : +15,8% (transformation en dette bancaire de l'ex-dette « gratuite » des arriérés).

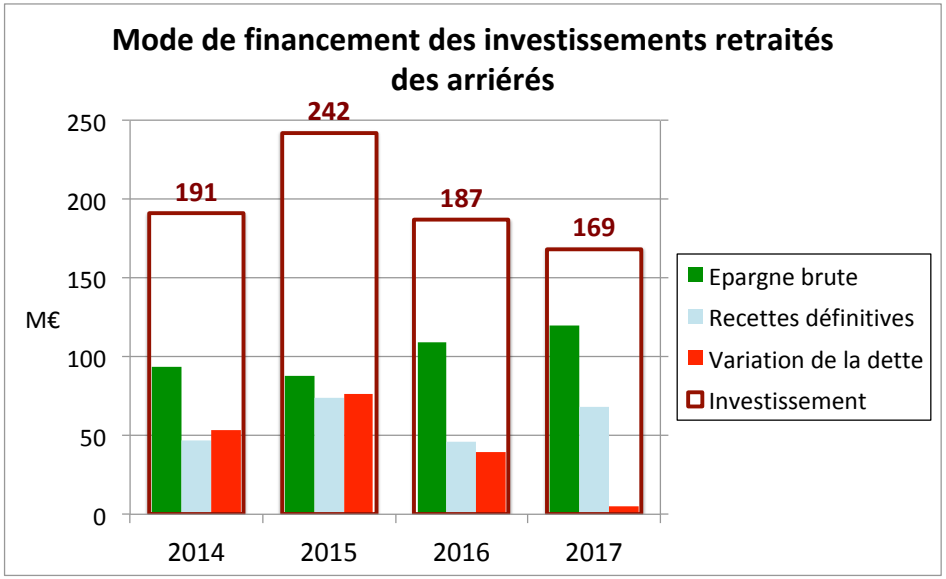
CTC : FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

- **La période récente a vu une diminution relative de l'investissement.**

- Conjuguée à la revalorisation de l'épargne brute (autofinancement), ce repli à induit **une net recul de l'appel courant à l'emprunt**.

- Pour percevoir cet effet, il convient de retraiter les emprunts apparaissant au compte administratif :
  - de l'effet des arriérés (97 M€ d'emprunts repoussés sur 2016),
  - de l'impact de la sécurisation des des produits structurés (refinancement des soultes de neutralisation).

- L'emprunt *effectif* s'est limité à 20-50 M€/an en 2016-2017 contre 90 M€ les années antérieures.



Passage de l'emprunt CA à l'emprunt finaçant les investissements de l'exercice

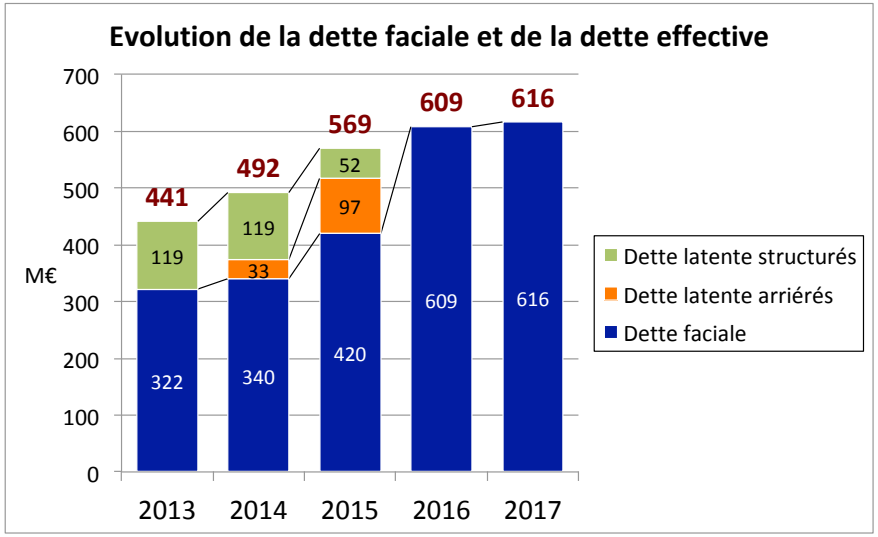
Montants en M€	2014	2015	2016	2017
Emprunt réel compte administratif	63	29	156	20
Effet arriérés	33	64	-97	0
Refinancement soultes		-10	-10	
Emprunt finançant les investissements	**96**	**83**	**49**	**20**

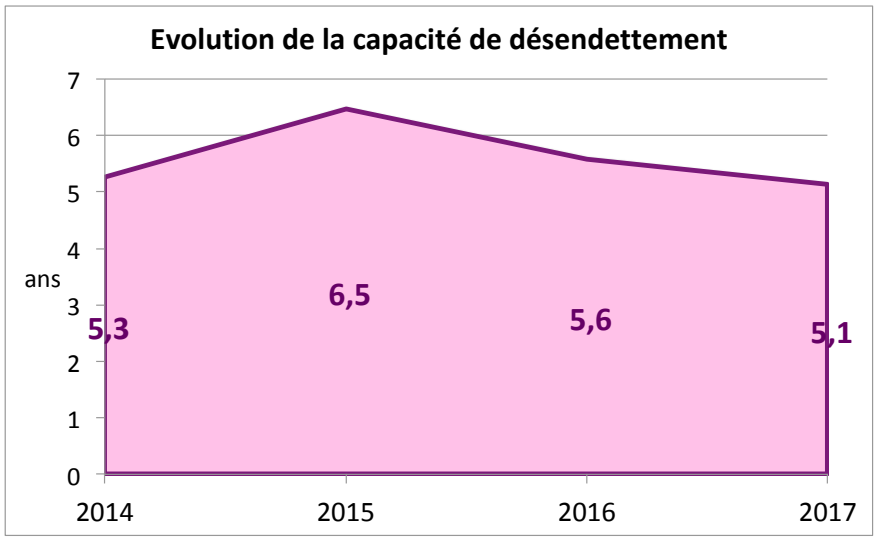
CTC : DETTE

- La trajectoire de la dette de la CTC n'est pas lisible sans deux retraitements :
  - Ajout avant la renégociation de 2015 de la dette latente due aux produits structurés.
  - Prise en compte en 2014-2015 de la dette fournisseurs liée aux arriérés.

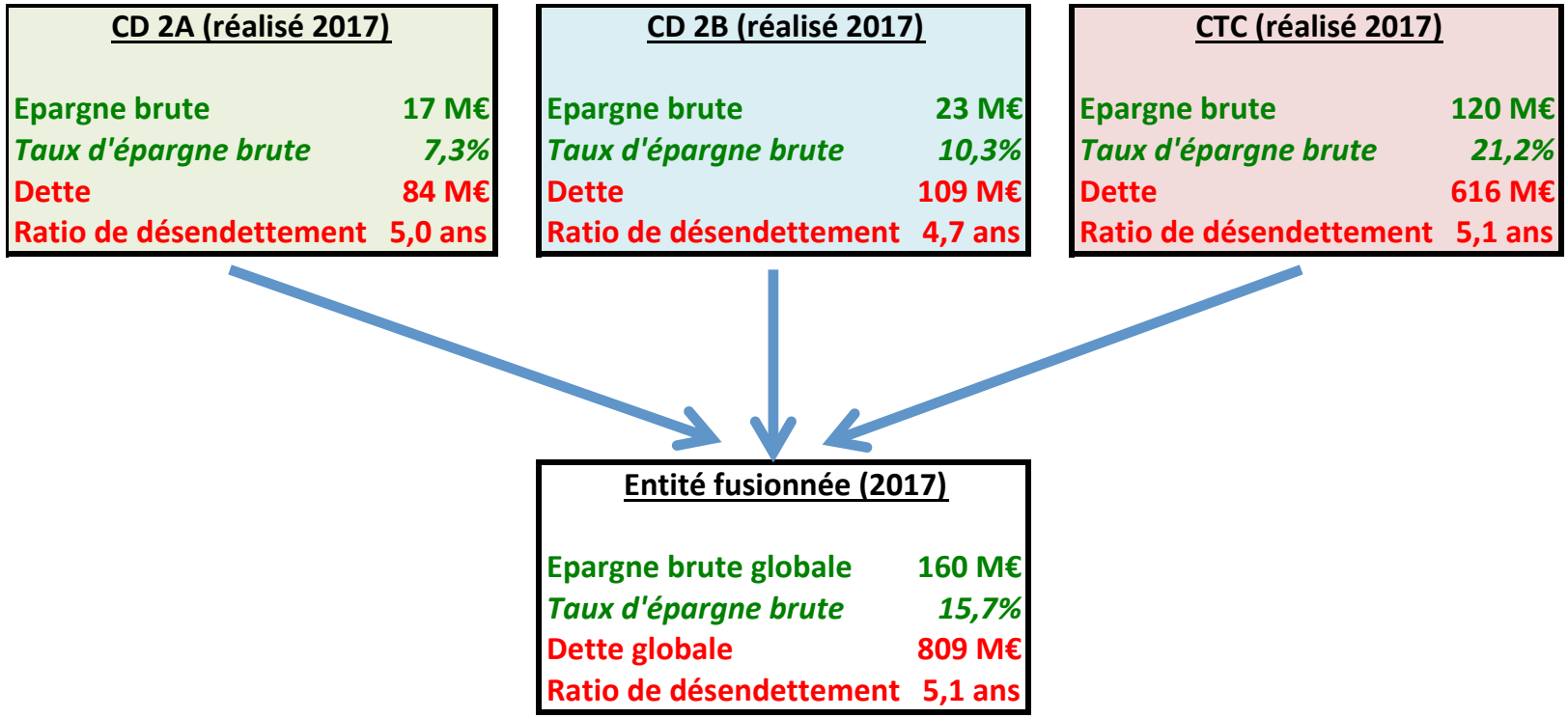
- Ceci posé, la pente s'est progressivement infléchie : +47 M€ depuis 2 ans contre +128 M€ les 2 années antérieures.

- **La capacité de désendettement, calculée sur la dette retraitée, s'est légèrement améliorée sur la période → 5,1 ans en 2017.**
  - Si la dette a augmenté, son moyen de remboursement - l'épargne - l'a fait un peu plus vite.





CONSOLIDATION DES 3 ENTITES EN 2017



→ **Situation consolidée saine :**

→ Taux d'épargne brute de **15,7%** au-delà des 10% d'alerte pour une collectivité unique.

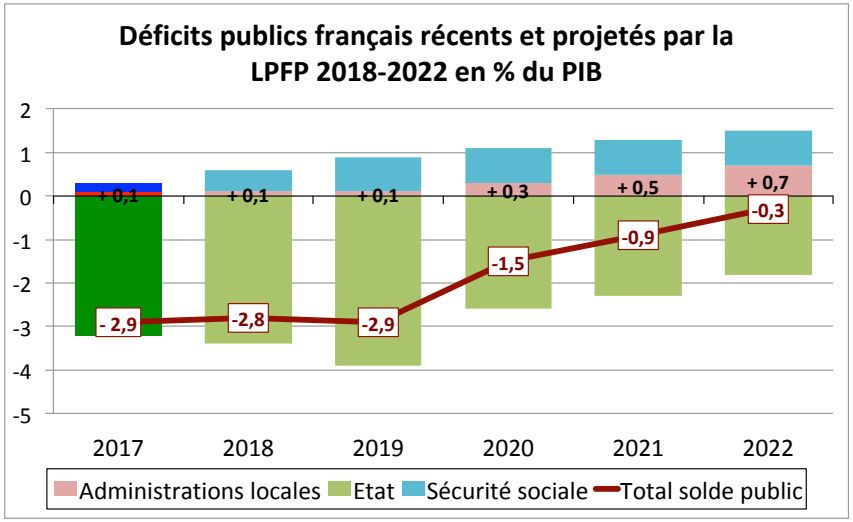
→ Capacité de désendettement de **5,1 ans (5,5 ans** si neutralisation des produits structurés les plus toxiques du CD 2B), nettement sous le (nouveau et prudent) plafond national de 9 ans.

PARTIE III

CONTEXTE DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE A DROIT CONSTANT : CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022 : LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

- Au regard des engagements européens, l'Etat attend des collectivités (et de la sphère sociale) qu'elles l'aident à réduire les déficits publics du pays d'ici 2022, i.e. qu'elles dégagent des excédents conséquents à même de compenser ses propres déficits qu'il se considère incapable effacer d'ici là.
  - Rappel : déficit public = endettement / excédent = désendettement.



- **3 objectifs** sont assignés à cet effet au monde local :
  - **Objectif N° 1 : Réduire les besoins de financement, i.e. les appels à l'emprunt dans une proportion permettant un désendettement des collectivités d' 1/3 d'ici 2022.**
  - **Objectif N° 2 : Maîtriser les dépenses réelles de fonctionnement (hors reversements) à +1,2%/an moyens, applicables à la réalisation du CA 2017.**
    - ✓ Cet objectif n'est pas une fin du point de vue de l'Etat, mais le moyen d'assurer le désendettement sans compression de l'investissement.
  - **Objectif N° 3 : Plafonner le ratio de désendettement.**
    - ✓ **12 ans pour le bloc communal, 10 ans pour les départements, 9 ans pour les régions et collectivités uniques.**

LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022 : LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

- **Les plus grandes collectivités vont devoir contractualiser avec le Préfet les 3 objectifs sur un horizon de 3 ans (pour commencer) d'ici au 30 juin 2018.**
  - Collectivités uniques, régions, départements, **dont la Collectivité de Corse**.
  - Entités du bloc communal dont les dépenses réelles de fonctionnement 2016 hors reversements dépassaient 60 M€.
    - ✓ **Ajaccio seule concernée en Corse (DRF ≈ 90 M€).**

- **Les échanges avec le Préfet permettront de personnaliser (dans des limites qui restent à floues à ce jour …) la convention et la trajectoire financière associée.**

- Eléments de personnalisation d'ores et déjà inscrite dans la loi : **la modulation de la norme de croissance des dépenses de fonctionnement selon 3 critères**.

Modulations de la norme centrale de dépenses de fonctionnement (+1,2%/an)

	Minoration dans la limite de -0,15 pt	Majoration dans la limite de +0,15 pt
Critère 1 : croissance démographique	Croissance 2013-2018 < de plus de 0,75 pt à la moyenne nationale --> évolution < -0,25%/an	Croissance 2013-2018 > de plus de 0,75 pt à la moyenne nationale --> évolution > 1,25%/an*
Critère 2 : richesse de la population	Revenu par habitant > 115% de la moyenne nationale	Revenu par habitant < 80% de la moyenne nationale**
Critère 3 : efforts passés en fonctionnement	Croissance 2014-2016 des dépenses réelles de fonctionnement > croissance moyenne de la catégorie*** + 1,5 pt	Croissance 2014-2016 des dépenses réelles des fonctionnement < croissance moyenne de la catégorie*** - 1,5 pt

* Ou logements ayant donné lieu à PC > 2,5% des logements
** Ou pour les communes et EPCI : population en QPV > 25%
*** **Communes : -1,2% / EPCI : +5,4% / Départements : +1,6% / Régions : +1,9%, sans retraitement et dans l'attente du décret d'application de la loi.**

LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022 : LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

- **La norme de dépenses de fonctionnement applicable à la Collectivité de Corse devrait être comprise entre 1,05% et 1,2%/an.**
  - Pas d'impact des critères démographie et revenu par habitant.
  - Critère des dépenses de fonctionnement : pourrait générer une réfaction sur le taux de croissance autorisé eu égard à la dynamique de dépenses des 2 départements, voire si les arriérés régularisés en 2016 n'étaient pas retraités.

- **Seul le non-respect de cette norme de dépenses de fonctionnement sera sanctionnable.**
  - Rappel : l'objectif premier de l'Etat est pourtant le désendettement → il n'est pas inimaginable que la sanction soit étendue à l'endettement dans les années à venir …

- Tout dépassement de la trajectoire autorisée donnera lieu à **une pénalité, directement prélevée sur la fiscalité, égale à 75% du dépassement.**
  - Taux majoré à **100% si la collectivité refuse de contractualiser** (auquel cas, l'Etat lui notifie d'office la trajectoire à suivre).
  - **Plafonnement dans tous les cas à 2% des recettes réelles de fonctionnement nettes.**

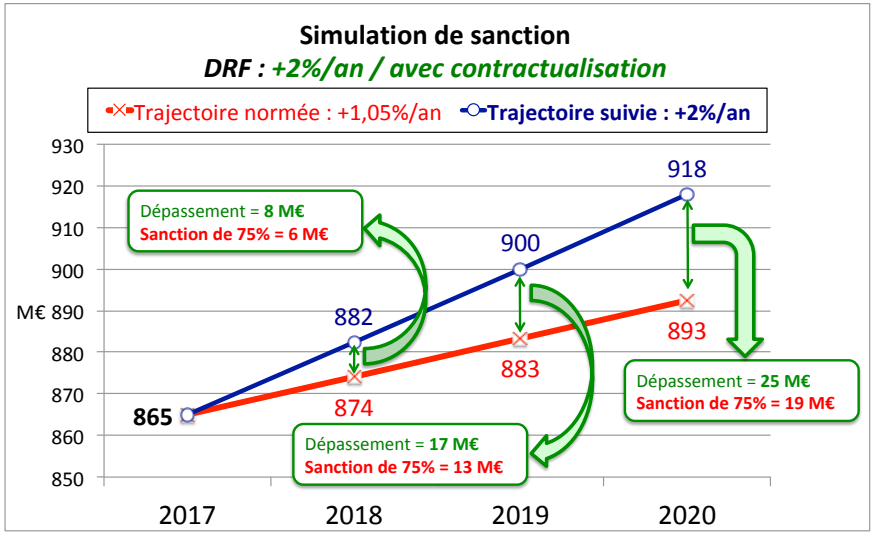
- Pour le calcul de l'évolution des dépenses, les allocations de solidarité (RSA, APA, PCH) seront plafonnées à +2%/an.

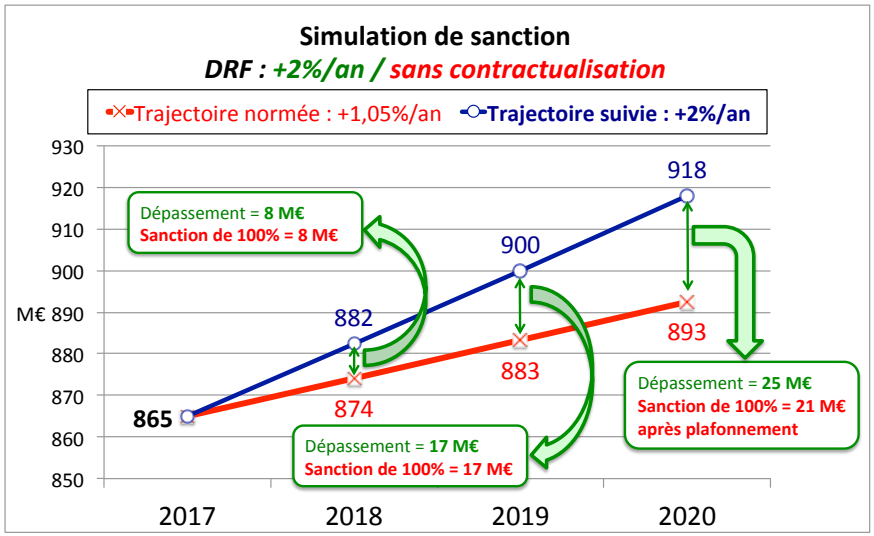
LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022 : LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT

- **La norme de dépenses de fonctionnement applicable à la Collectivité de Corse devrait être comprise entre 1,05% et 1,2%/an.**
  - A confirmer par les services de l'Etat.

- **La sanction s'avèrera vite substantielle s'il advenait que les dépenses de fonctionnement évoluent au-delà de la norme applicable à la Collectivité** (1,05% par hypothèse ici).
  - Scénario simulé : croissance des dépenses de fonctionnement de 2%/an.

  → La sanction plafond de 2% des recettes réelles de fonctionnement (**21 M€/an**) est approchée ou atteinte dès 2020.





LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2018-2022 : LA CONTRACTUALISATION FINANCIERE AVEC L'ETAT – INTERET D'ADHERER

- **L'intérêt *financier* objectif de la Collectivité est de signer un contrat avec le Préfet.**

- **<u>Argument 1</u> : Accepter le contrat pourrait permettre de faire reconnaître certaines spécificités de la collectivité afin de desserrer l'étau financier.**
  - Les grandes collectivités qui refuseront de signer un contrat se verront notifier d'office une trajectoire financière par le Préfet. Cette trajectoire risque fort de n'intégrer aucune mesure d'assouplissement.
  - Exemples :
    - ✓ Faire valoir la particularité de la période de référence de réalisation des efforts passés (2014-2016) en vue de minimiser la minoration de 0,15 point de la trajectoire de fonctionnement : contexte pré-fusion dans les départements, impact des arriérés.
    - ✓ Ecarter de la trajectoire normée (ou, ce qui reviendrait au même, rehausser la base de dépenses de fonctionnement 2017) des charges issues d'opérations prioritaires reconnues par l'Etat ou encore des dépenses induites par les harmonisations consécutives à la fusion (régimes indemnitaires, barèmes d'interventions, …).

- **<u>Argument 2</u> : Signer un contrat permet de minimiser la sanction en cas de dépassement de la trajectoire de dépenses de fonctionnement autorisée (75% vs 100%).**

PARTIE IV

PROSPECTIVE FINANCIERE A DROIT CONSTANT

CADRE ET HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- **Période couverte : 2018-2021**

- **Projections à droit constant (ressources, compétences).**

- **2 niveaux de projection :**
  - Niveau 1 : projections sur la Collectivité de Corse.
  - Niveau 2 : éclatement des projections par entité d'origine : CTC / CD 2A / CD 2B.
    → Quelle est la part de chacune dans les capacités de financières de la Collectivité unique ?

- **2 temps de projection pour chacune des collectivités :**
  - Temps 1 : **Fil de l'eau en investissement** : moyenne des 3 derniers exercices.

Investissements moyens 2015-2017

	Invest.	Subv.
CTC	200	34
CD2A	58	12
CD2B	41	11
Subventions réciproques	-10	-10
∑ = Collectivité unique	289	48

  - Temps 2 : **Ajustement de l'investissement** à la capacité effective de chaque collectivité.

CADRE ET HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- **<u>Critères de solvabilité</u> :**
  - **Taux d'épargne brute minimal = 12,5%**
    - ✓A mi-chemin du seuil de « vigilance » généralement admis pour les régions (15%) et les départements (10%).
    - ✓*Rappel : ratio consolidé 2017 =* ***15,0%.***
  - **Capacité de désendettement plafond = 8 ans**
    - ✓Marge de précaution d' 1 an eu égard au plafond assigné aux collectivités uniques dans le cadre de la contractualisation financière.
    - ✓*Rappel : ratio consolidé 2017 =* ***5,3 ans****.*

- **<u>Dépenses de fonctionnement (hors intérêts)</u> : hypothèse de respect de la norme, arrondie à +1,0%/an.**
  - Norme à laquelle tant la CTC que les départements auraient été assujettis s'ils avaient perduré.
  - *<u>Interrogation</u> : quid de la faisabilité de cette hypothèse en 2018 sur le périmètre du CD 2A, compte tenu de l'effet en année pleine de décisions prises courant 2017 ?*

CADRE ET HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- **Hypothèses de recettes courantes :** non-détaillées ici → **pente globale = +1,1%/an.**
  - Bases fiscales : reconduction de tendances passées sur la base d'une inflation rehaussée à +1,5%/an → 0% à +3,5%/an selon les impôts, **tous taux étant supposés constants, hors ceux qui sont nationalement relevés sur la période (TICPE corse et droits sur les tabacs)**.
  - Dotations : prise en compte du nouveau cadre national de stabilisation *globale* (mais pas individuelle) et des règles de répartition en vigueur.
  - Fonds de péréquation ex-départementaux : extinction en 2021 de la garantie de 3 ans votée en LFI 2018 → hypothèse de non-reconduction → perte de 7 M€.

Projection des recettes de fonctionnement de la Collectivité de Corse

Montants en M€	2017	2018	2019	2020	2021	Δ 18-21
Recettes fiscales locales	356	363	372	381	390	*2,4%*
Reversements de fiscalité nationale (dt TVA)	143	255	260	265	269	*1,8%*
Dotations et CNSA	465	357	357	358	359	*0,2%*
Fonds de péréquation nets	11	11	10	7	0	*-94,1%*
Autres	50	50	51	51	52	*1,1%*
Total recettes de fonctionnement nettes	**1 025**	**1 036**	**1 049**	**1 062**	**1 070**	*1,1%*
Variation		*1,1%*	*1,2%*	*1,2%*	*0,7%*	

Projection des recettes de fonctionnement de la CTC

Montants en M€	2017	2018	2019	2020	2021	Δ 18-21
Recettes fiscales locales	188	192	197	201	206	*2,3%*
Reversements de fiscalité nationale (dt TVA)	54	166	170	174	177	*2,2%*
Dotations et CNSA	299	190	189	190	190	*0,0%*
Fonds de péréquation nets	-2	-2	-3	-4	-4	*24,7%*
Autres	27	27	28	28	28	*0,7%*
Total recettes de fonctionnement nettes	**567**	**573**	**580**	**589**	**597**	*1,3%*
Variation		*1,0%*	*1,3%*	*1,5%*	*1,3%*	

Projection des recettes de fonctionnement du CD 2A

Montants en M€	2017	2018	2019	2020	2021	Δ 18-21
Recettes fiscales locales	91	93	96	98	101	*2,7%*
Reversements de fiscalité nationale (dt TVA)	43	43	44	44	45	*1,1%*
Dotations et CNSA	84	84	85	85	85	*0,4%*
Fonds de péréquation nets	4	3	2	2	2	*-12,3%*
Autres	11	11	11	11	11	*0,1%*
Total recettes de fonctionnement nettes	**232**	**234**	**237**	**240**	**243**	*1,3%*
Variation		*0,8%*	*1,4%*	*1,2%*	*1,4%*	

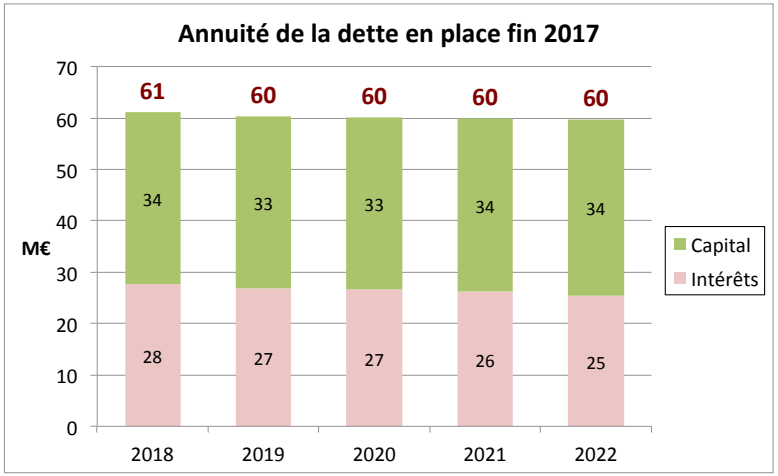
Projection des recettes de fonctionnement du CD 2B

Montants en M€	2017	2018	2019	2020	2021	Δ 18-21
Recettes fiscales locales	77	78	81	83	85	*2,7%*
Reversements de fiscalité nationale (dt TVA)	46	46	47	47	48	*0,9%*
Dotations et CNSA	82	82	82	83	83	*0,4%*
Fonds de péréquation nets	9	8	8	6	6	*-8,8%*
Autres	12	12	12	12	12	*1,3%*
Total recettes de fonctionnement nettes	**226**	**227**	**229**	**231**	**234**	*1,1%*
Variation		*0,5%*	*1,1%*	*0,7%*	*1,5%*	

CADRE ET HYPOTHESES DE LA PROSPECTIVE FINANCIERE

- **Dette en place : Echéanciers connus.**
  - Hypothèse de maintien en l'état de la dette structurée du CD 2B.

  → sur les 22 M€ d'encours les plus problématiques sont appliquées les anticipations mathématiques de marché, soit des taux de 16% à 20% sur la période.

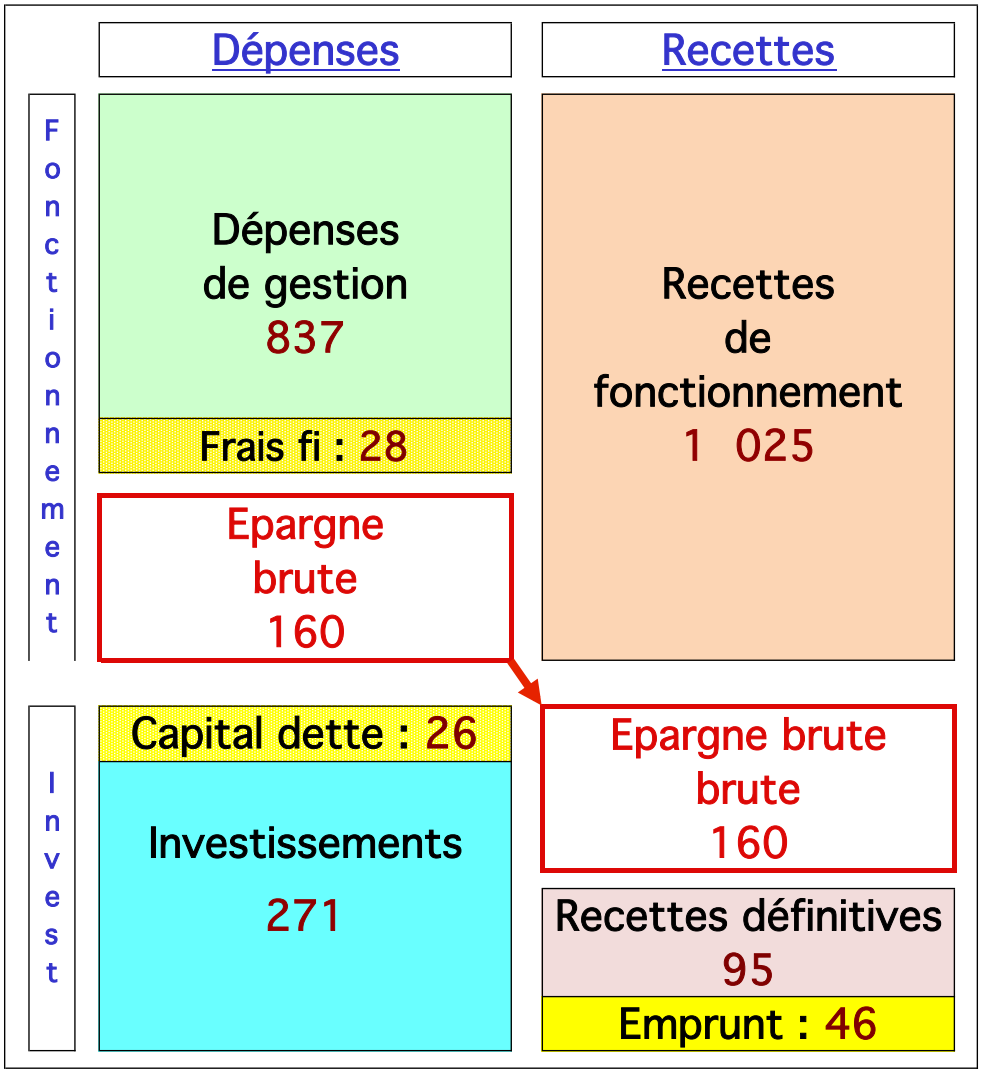


- **Dette nouvelle : calibrée afin d'équilibrer les comptes prévisionnels**
  - En alimentant un fonds de roulement de 15 jours de dépenses.
  - Emprunts contractés sur une durée moyenne de 20 ans, au taux d'intérêt moyen de 2,0% en 2018, 2,5% en 2019, puis 3,0%.

STRUCTURE BUDGETAIRE DE LA COLLECTIVITE DE CORSE : CONSOLIDATION 2017 (EN M€)

- **Dépenses réelles totales = 1 162 M€**
  - Fonctionnement : 3/4
  - Investissement : 1/4.

- Annuité de la dette = 54 M€ = 5,3% des recettes courantes.



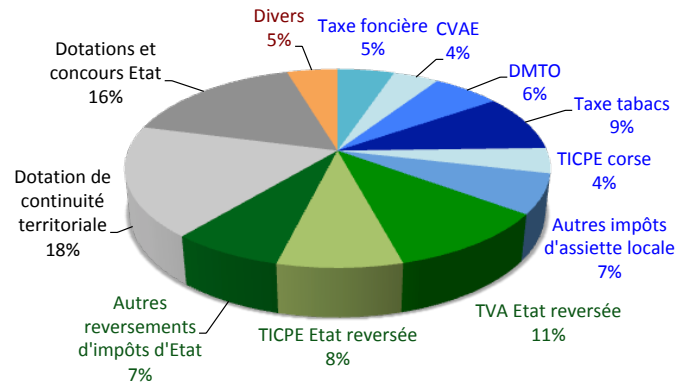
STRUCTURE BUDGETAIRE DE LA COLLECTIVITE DE CORSE : SECTION DE FONCTIONNEMENT

- **Un panier de recettes 2018 panaché, constitué de 3 blocs de poids voisins :**
  - 360 M€ de **fiscalité *strictement* locale**.
  - 269 M€ de **fiscalité d'Etat reversée** (dont les 111 M€ de TVA), sans lien direct avec l'économie insulaire.
  - 389 M€ de **dotations et recettes diverses** (dont les 187 M€ de dotation de continuité territoriale (DCT) dont la transformation en TVA a finalement été abrogée par l'Etat).

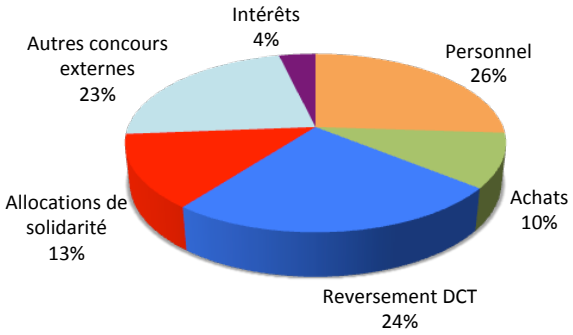
- **Des dépenses de fonctionnement** comprenant :
  - 26% de personnel.
    - ✓ *Moyenne des départements : 21% / moyenne des régions : 18%.*
  - 24% de DCT
  - 13% d'allocations de solidarité : RSA / APA / PCH.

Structure des recettes courantes de la Collectivité (prév. 2018)

En bleu, recettes fiscales d'assiette corse, en vert recettes fiscales d'assiette nationale reversées, en noir dotations.



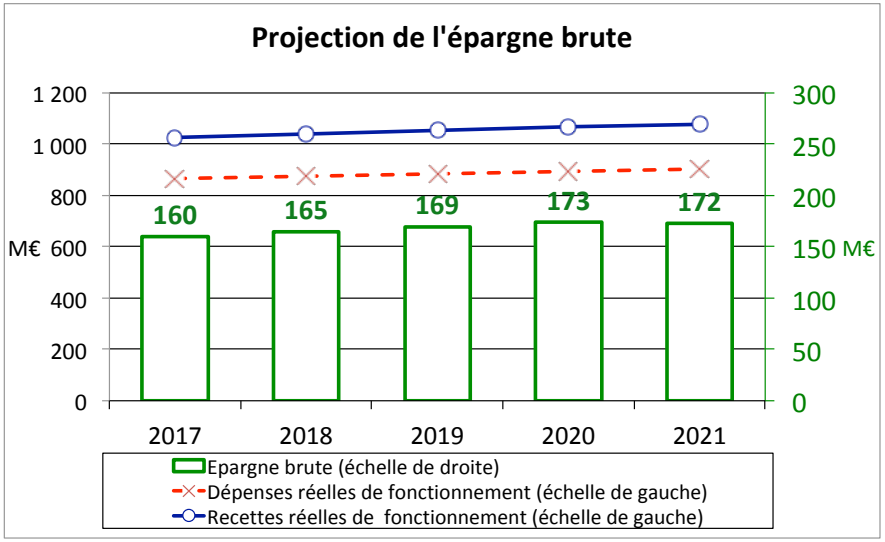
Structure des dépenses réelles de fonctionnement consolidées 2017

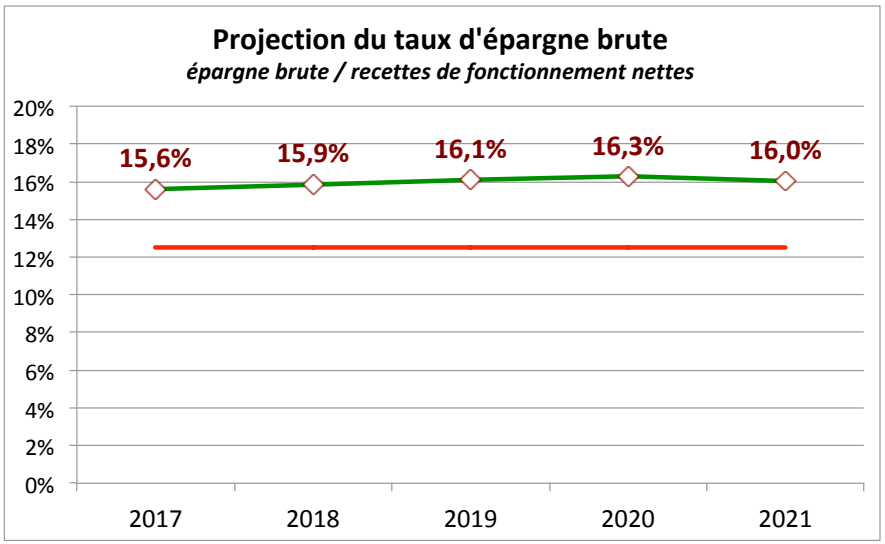


RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : FIL DE L'EAU EN INVESTISSEMENT

- **La tenue de la trajectoire de dépenses de fonctionnement à 1,0%/an, au voisinage de la norme nationale, protège l'épargne brute.**
  - L'épargne brute croît tendanciellement de 4-5 M€/an, hormis en 2021, où la garantie des fonds de péréquation ex-départementaux disparaît (si droit constant).
  - Rappel : sur cette base de croissance des dépenses de fonctionnement, aucune pénalité ne sera applicable à la Collectivité.

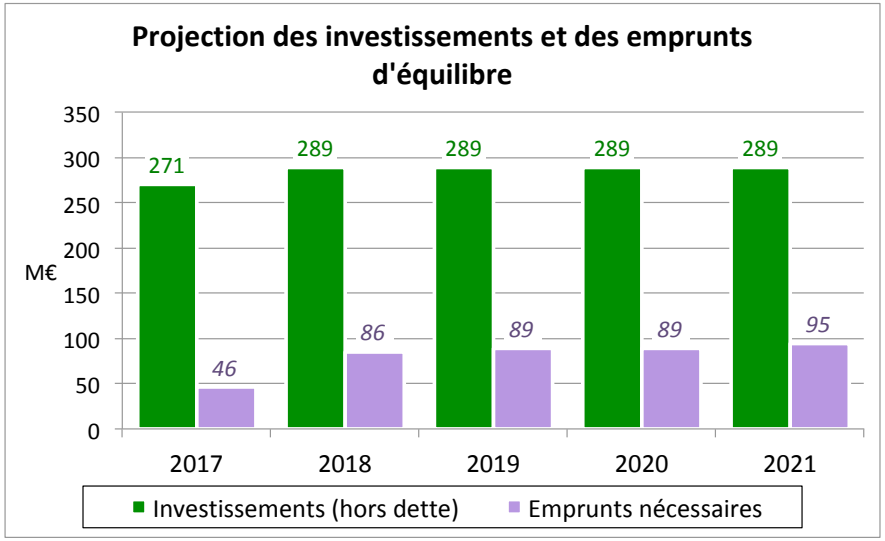
- **Le taux d'épargne brute reste satisfaisant au-dessus de 15%.**
  - Vigilance : 12,5%
  - Alerte : 8,5%

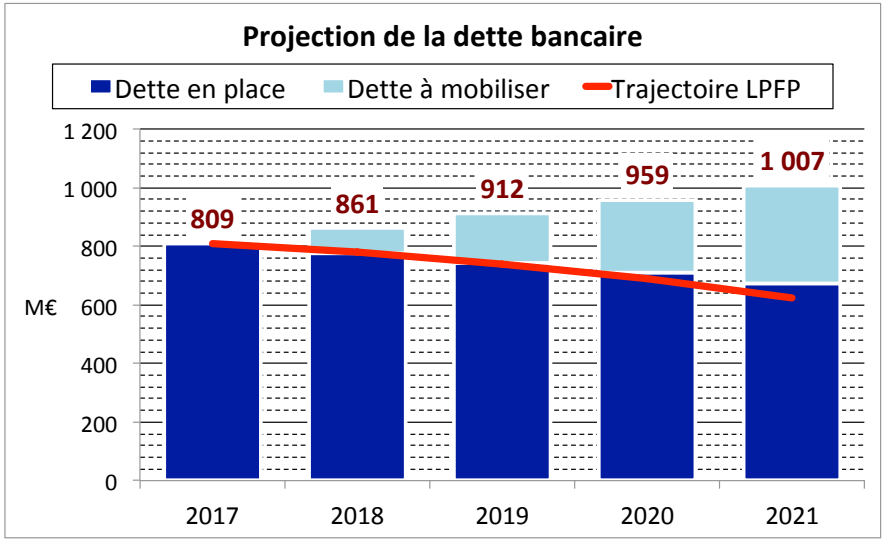


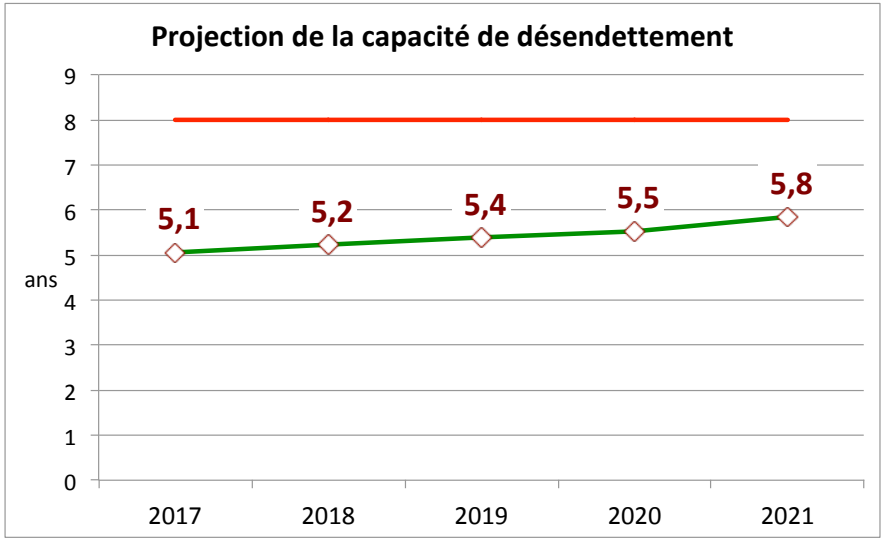


RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : FIL DE L'EAU EN INVESTISSEMENT

- 289 M€ d'investissements annuels, dans la lignée des années récentes, impliquent **une centaine de M€ d'emprunts annuels**.
- Dès lors, la dette croît : **+200 M€ en 4 ans, bien au-delà de la trajectoire *moyenne* nationale que l'Etat attend des collectivités.**
- Mais elle reste supportable : **ratio de désendettement = 5,8 ans en 2021**





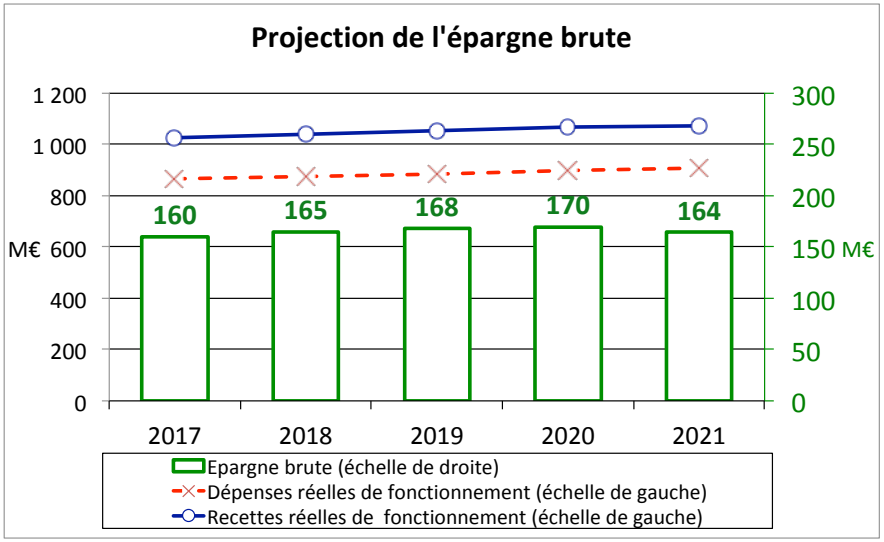


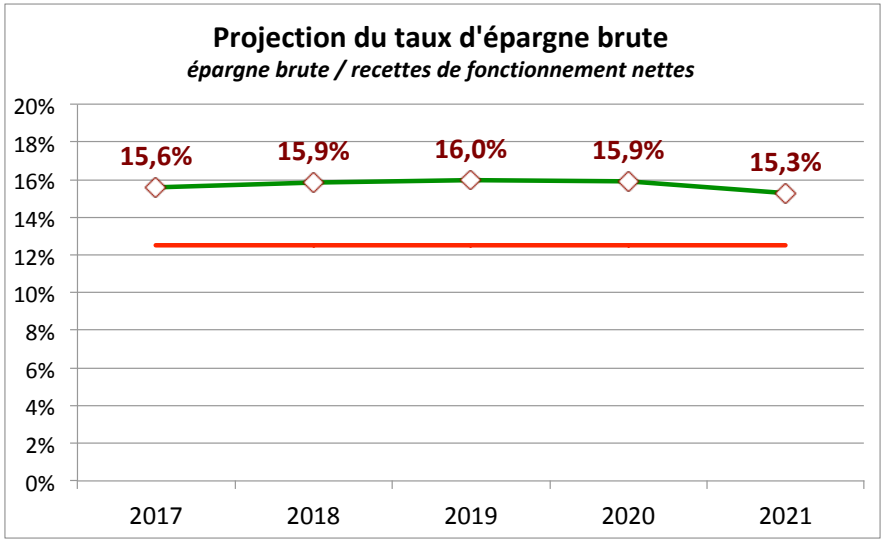
RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : SYNTHESE ET ENSEIGNEMENTS

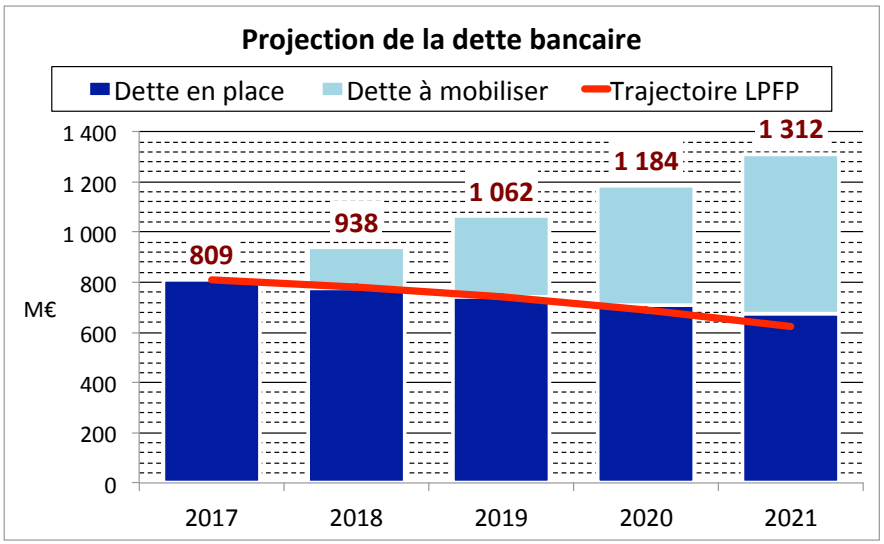
- **La poursuite de l'effort récent d'investissement consolidé des 3 collectivités (289 M€ bruts), sous la réserve d'une tenue des dépenses de fonctionnement à +1%/an dès 2018, serait donc soutenable.**
  - Le ratio de désendettement se tendrait un peu (5,8 ans en 2021 vs 5,1 ans aujourd'hui), mais sans approcher le plafond retenu (8 ans) ni celui que l'Etat veut voir respecté par les grandes régions et collectivités uniques désormais (9 ans).

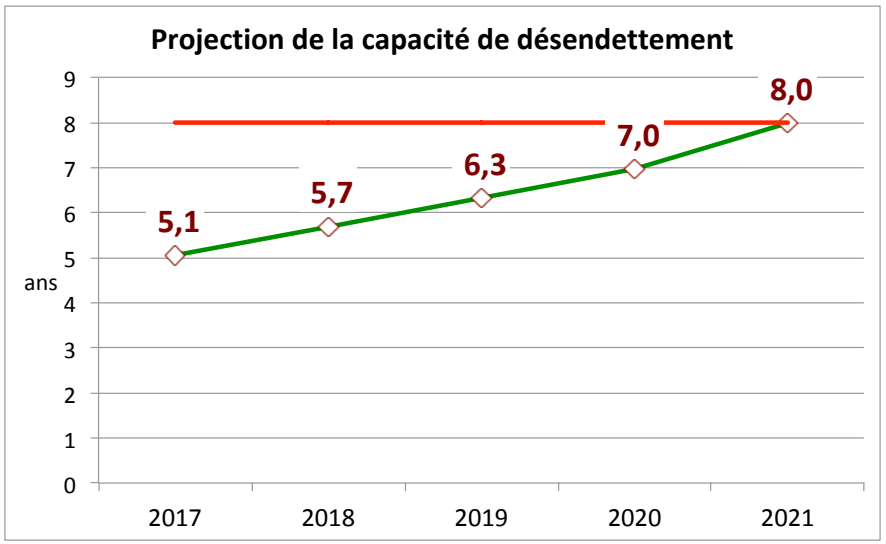
- **Sous la contrainte des 2 ratios cibles, il serait même possible de majorer l'effort d'investissement de 77 M€/an nets.**
  - Cf. graphique descriptif de ce scénario d'investissement majoré page suivante.

RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : INVESTISSEMENT FIL DE L'EAU + 77 M€/AN









RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : SYNTHESE ET ENSEIGNEMENTS

- **Une accélération des dépenses de fonctionnement, fût-elle limitée, remettrait en cause le scénario de base.**

- **+2%/an (au lieu de +1%/an) précipiterait la solvabilité en deçà de l'acceptable à l'horizon du début des années 2020.**

  →taux d'épargne brute 2021 = 10,9%

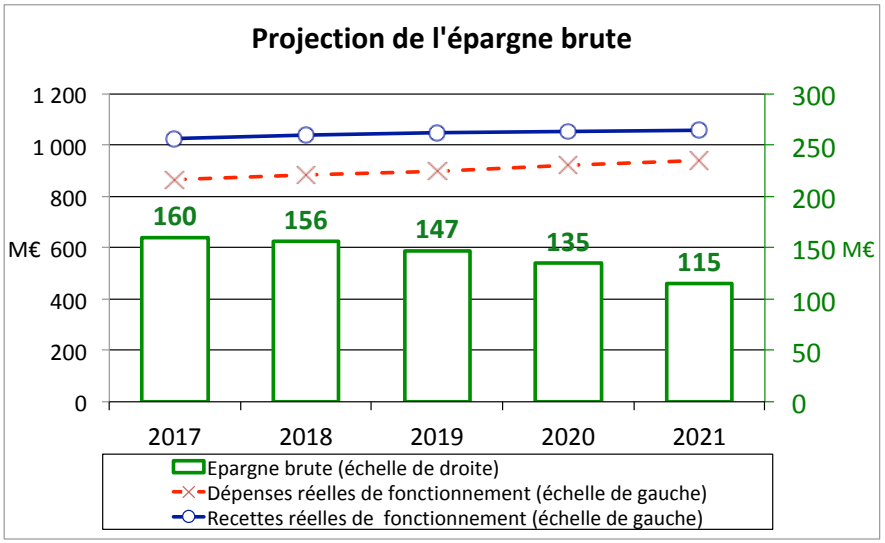
  → Capacité de désendettement 2021 = 9,8 ans.

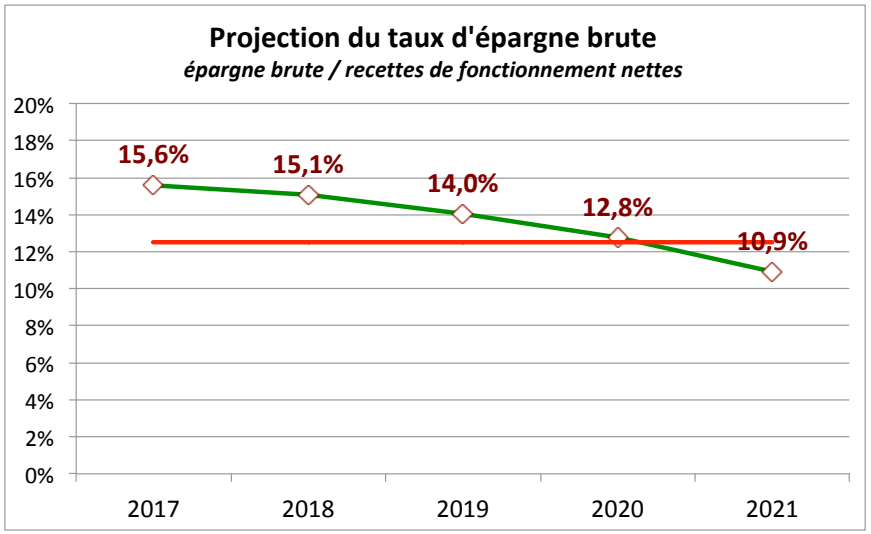
- **Phénomène attisé par le paiement de la reprise financière de l'Etat : 5 M€ en 2019, 12 M€ en 2020, 20 M€ en 2021.**

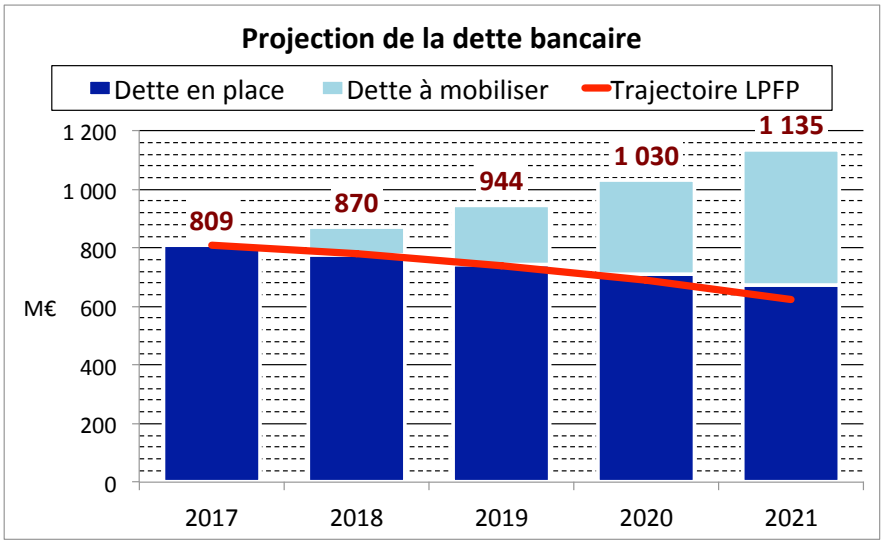
  - La Collectivité paierait de fait 1,75 fois le dépassement des ≈ 1% autorisés (voire 2 fois si refus de contractualisation).

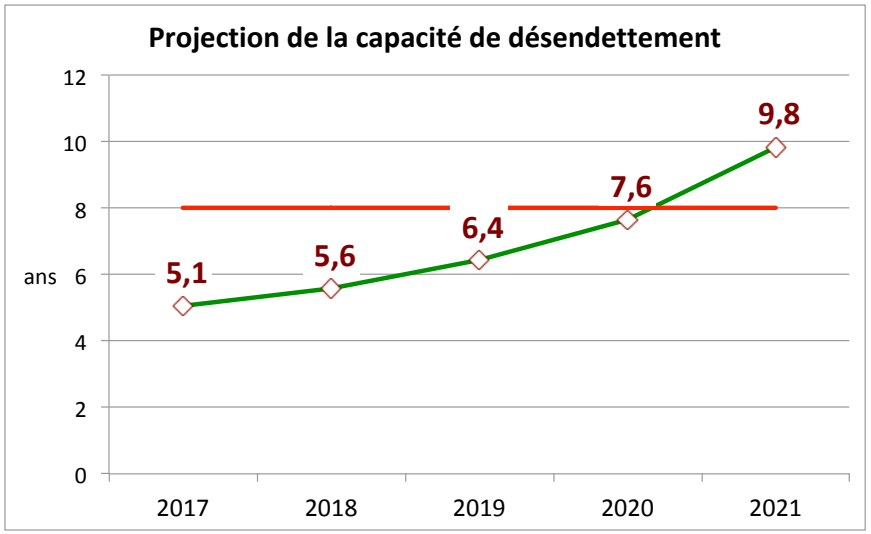
- Graphiques descriptifs de ce scénario page suivante.

RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : INVESTISSEMENT FIL DE L'EAU + DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 2%/AN









RESULTATS DE LA PROSPECTIVE COLLECTIVITE DE CORSE : SYNTHESE ET ENSEIGNEMENTS – QUELLES MARGES EN FONCTIONNEMENT ?

- **Hypothèse : l'effort moyen récent en investissement (289 M€/an) est maintenu.**

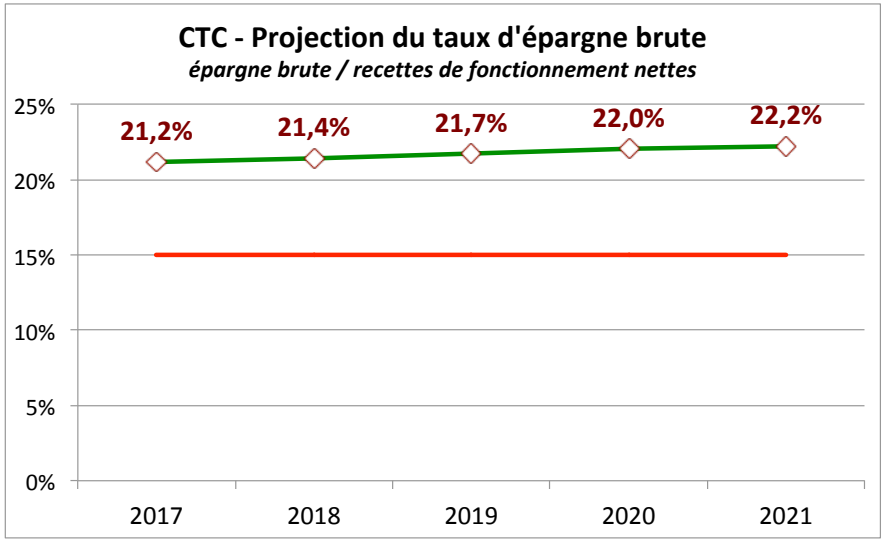
- **Question : Jusqu'où serait-il possible de faire croître les dépenses de fonctionnement sans dégrader exagérément la solvabilité ?**

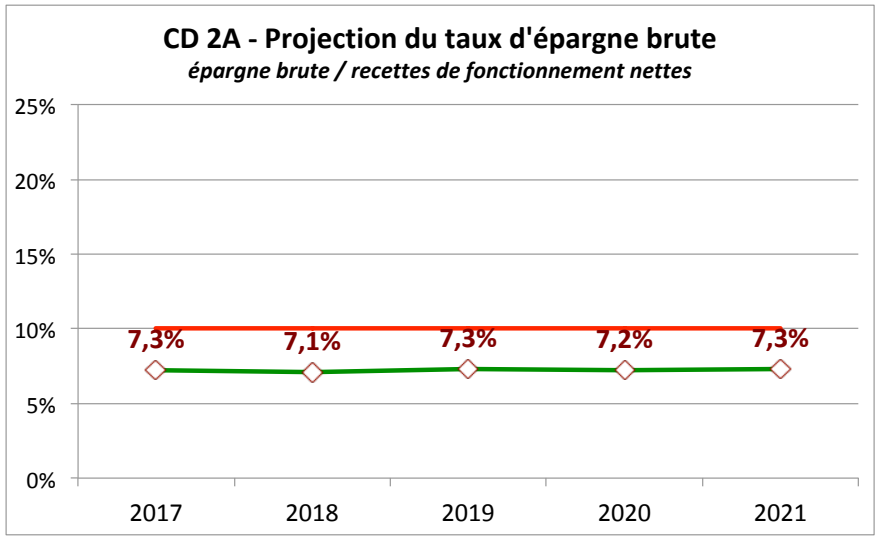
- **2 cas de figure extrêmes envisagés :**
  - **Cas 1 : La Collectivité contractualise et parvient, *d'une manière ou d'une autre*, à faire admettre par le Préfet des dépassements (modérés) de la trajectoire à 1,05%/an sans sanction financière.**
  - **Cas 2 : La Collectivité renonce à contractualiser → Le Préfet notifie d'office une trajectoire de dépenses de fonctionnement à +1,05% dès 2018, dont tout dépassement est sanctionné au taux de 100%.**

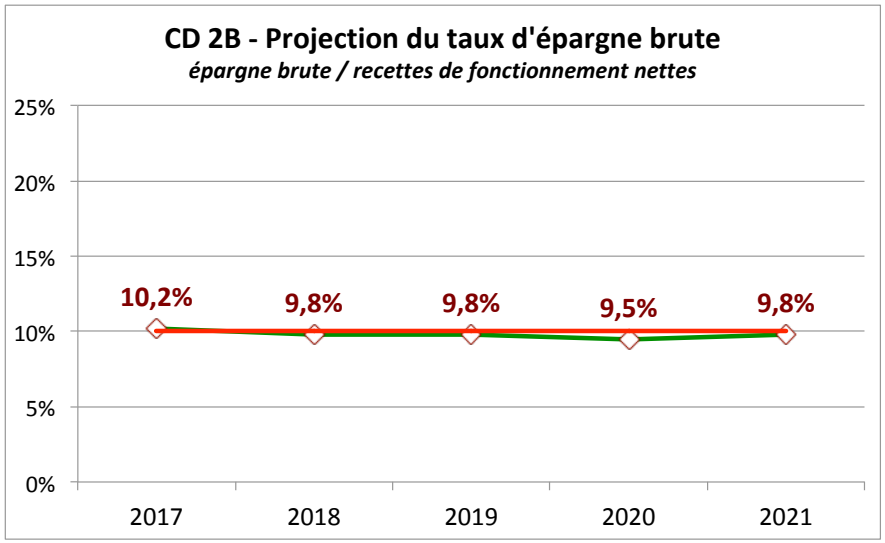
- **Réponses :**
  - **Cas 1 : croissance maximale des dépenses = +2,0%/an, soit +17 M€/an.**
    - ✓ ***Pas de sanction dans ce scénario.***
  - **Cas 2 : croissance maximale des dépenses = +1,5%/an, soit +13 M€/an.**
    - ✓ ***Sanction au titre de 2021, calculée au taux de 100% = 16 M€.***

RESULTATS DE LA PROSPECTIVE DES 3 COLLECTIVITÉS D'ORIGINE : INVESTISSEMENTS FIL DE L'EAU → EPARGNE BRUTE

- **Situations contrastées :**
  - Le taux d'épargne de la CTC se serait maintenu à un excellent niveau (> 20%).
  - Le taux d'épargne du CD 2B aurait tutoyé le seuil de vigilance, restant passable.
  - Le taux d'épargne du CD2A, malgré l'hypothèse de dépenses de fonctionnement conservatrice (+1%/an) n'aurait pas dévié du seuil d'alerte, compromettant l'accès au crédit bancaire.

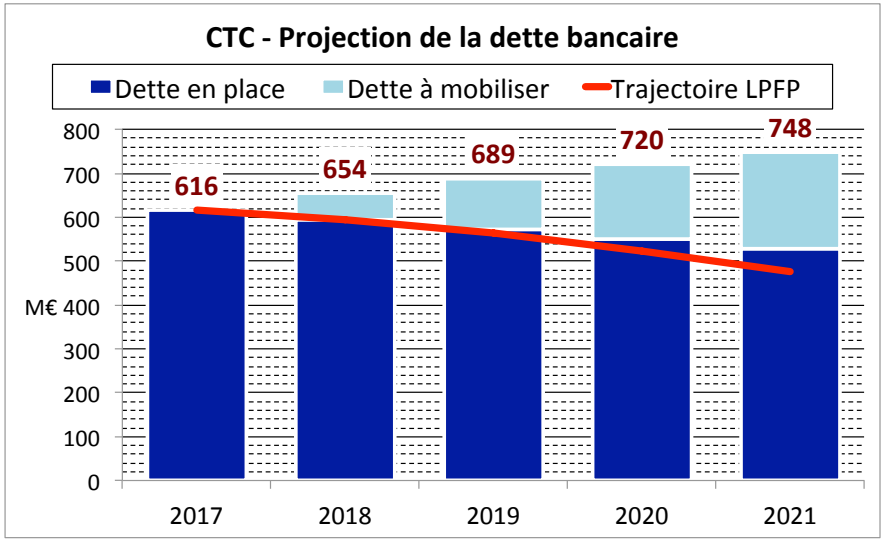


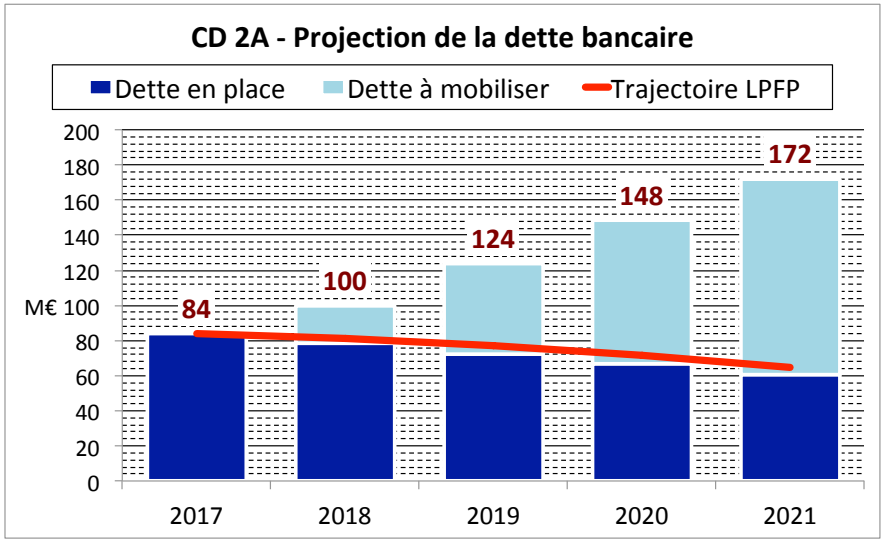


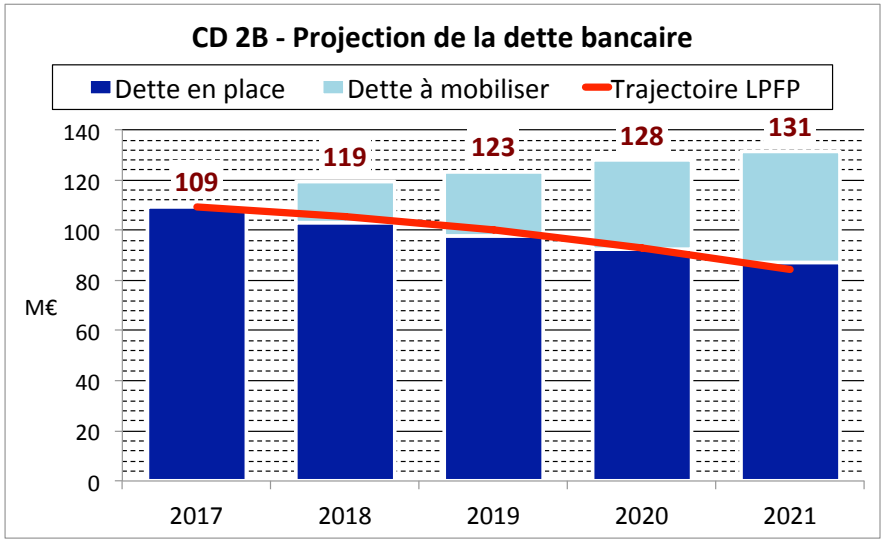


RESULTATS DE LA PROSPECTIVE DES 3 COLLECTIVITÉS D'ORIGINE : INVESTISSEMENTS FIL DE L'EAU → ENDETTEMENT

- **L'endettement des 3 collectivités aurait crû :**
  - **sur un rythme modéré à la CTC et au CD 2B** (≈ +20% en 4 ans dans les 2 cas).
    - ✓ Inversion de cycle au CD 2B du fait de l'épuisement du fonds de roulement fin 2017 et d'une hypothèse de ralentissement des droits de mutation.
  - **de manière rapide au CD 2A faute d'épargne brute (X 2 en 4 ans).**

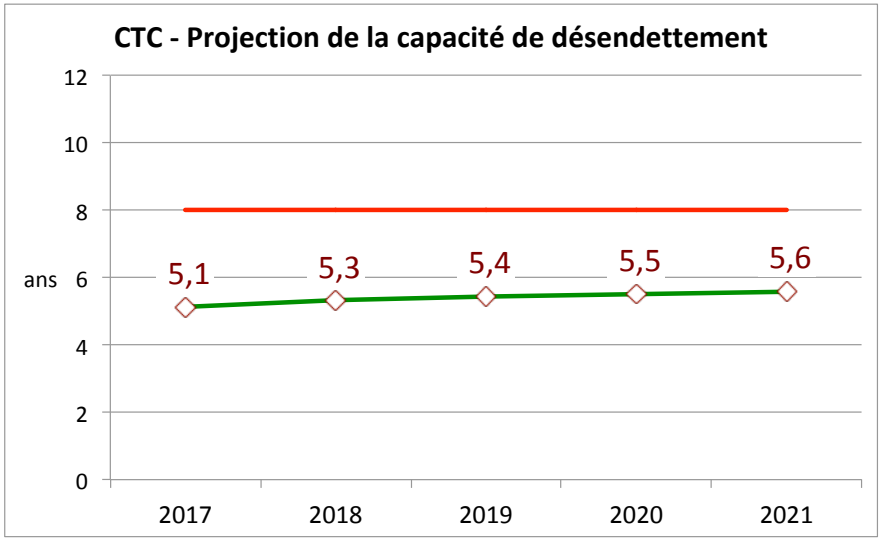


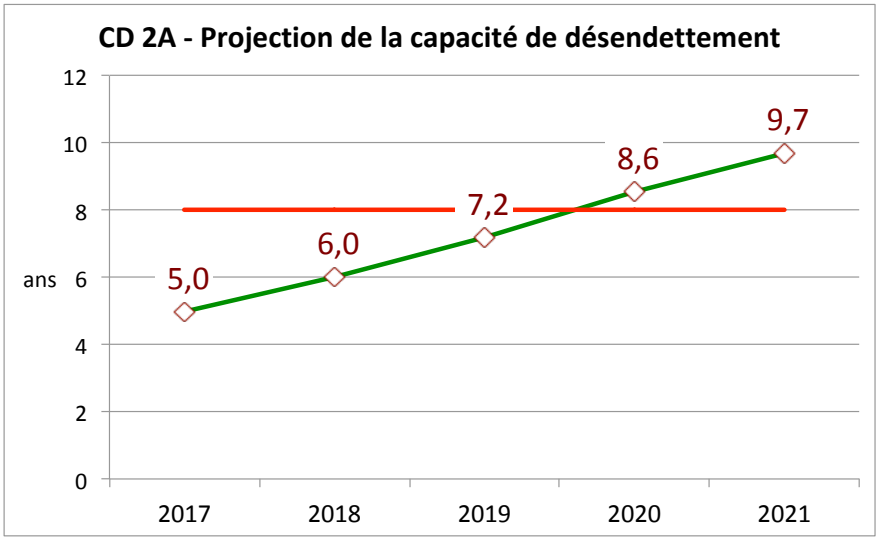


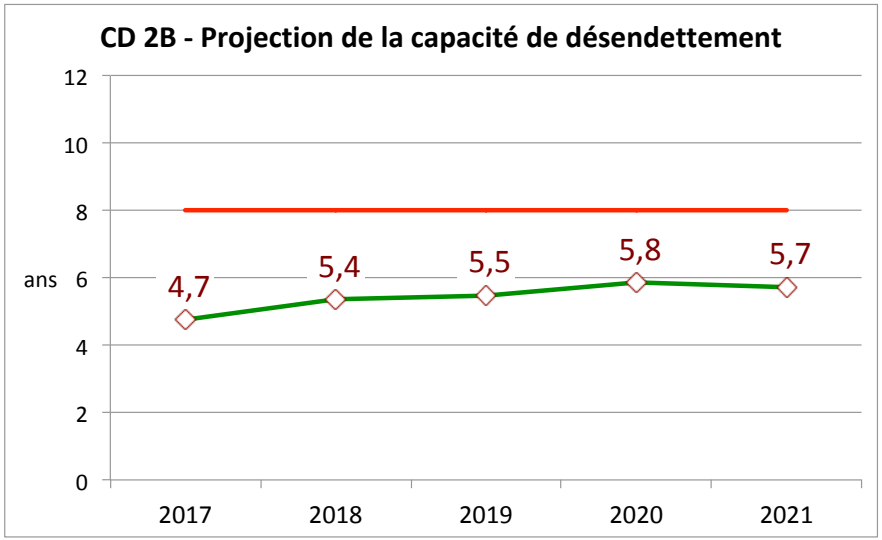


RESULTATS DE LA PROSPECTIVE DES 3 COLLECTIVITÉS D'ORIGINE : INVESTISSEMENTS FIL DE L'EAU → ENDETTEMENT

- **Situations à nouveau contrastées**
  - **CTC et CD 2B** auraient affiché des ratios de désendettement satisfaisants, témoignant de marges complémentaires d'investissement.
  - **Le CD 2A aurait vu sa solvabilité se dégrader rapidement.**
    - ✓ Plafond des 8 ans franchi en 2020.
    - ✓ Plafond national des 10 ans (pour un Département) franchi en 2021.







RESULTATS DE LA PROSPECTIVE MARGES D'INVESTISSEMENT EU EGARD AU FIL DE L'EAU DES 4 COLLECTIVITÉS

- **En tenant leurs dépenses de fonctionnement à +1%/an :**
  - **CTC et CD 2B auraient pu majorer leur investissement moyen de ces 3 dernières années** (colonne centrale du tableau)**.**
    - ✓ De respectivement 68 M€/an et 11 M€/an.
  - **Le CD 2A aurait dû de son côté réduire l'investissement de 6 M€/an.**

- **Seule la CTC aurait pu supporter sans compression de l'investissement une croissance des dépenses de fonctionnement de 2%/an (impliquant une sanction financière d'Etat).**

Marges d'investissement des 3 collectivités d'origine et de la CU en comparaison de la moyenne 2015-2017

	Rappel : ratio de désendettement 2021 à invest. net moyen inchangé	Marge d'invest. net sous contrainte de ratio de désendettement = 8 ans max	
		Dépenses de fonctionnement : +1%/an	Dépenses de fonctionnement : +2%/an
CTC	**5,6 ans**	**+68 M€/an** --> 268 M€/an	**+5 M€/an** --> 205 M€/an
CD2A	**9,7 ans**	**-6 M€/an** --> 52 M€/an	**-37 M€/an** --> 21 M€/an
CD2B	**5,7 ans**	**+11 M€/an** --> 52 M€/an	**-17 M€/an** --> 24 M€/an
∑ = Collectivité	**5,8 ans**	**+77 M€/an** --> 366 M€/an	**-45 M€** --> 244 M€/an

→ **Les marges de maintien de l'investissement de la Collectivité émanent de la CTC et du CD 2B.**